

A close-up photograph of a young child with dark skin and short hair. The child is smiling and looking towards the camera. They are holding a metal can lid over their right eye. The lid is red and white with some text and a logo. The child is wearing a grey, worn-out t-shirt. The background is plain white.

Baromètre de la protection des civils 2008

Des réponses adaptées aux crises persistantes ?



Oxfam France
AGIR ICI

Baromètre de la protection des civils 2008

Des réponses adaptées aux crises persistantes ?

INTRODUCTION	p.2		
MÉTHODOLOGIE	p.3		
I. BESOINS DE PROTECTION ET VULNERABILITE	p.4	ANNEXE I : ANALYSE D'OXFAM FRANCE - AGIR ICI PAR PAYS	p.28
II. AIDE	p.10	ANNEXE II : METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE MEDIAS	p.37
III. MAINTIEN DE LA PAIX	p.13	ANNEXE III : LEXIQUE	p.38
IV. ARMES	p.16	ANNEXE IV : BIBLIOGRAPHIE	p.39
V. DIPLOMATIE	p.18	ANNEXE V : TABLEAUX STATISTIQUES	p.40
VI. MEDIAS	p.22		



Introduction

De Gaza à Goma, les conflits continuent de plonger des dizaines de milliers de civils dans de graves crises humanitaires et de protection.

En 2008, l'attention des dirigeants politiques et des médias internationaux a été largement accaparée par la crise des prix des produits agricoles d'abord, puis, surtout, par la crise financière mondiale. Les dernières heures de 2008 et les premiers jours de 2009 ont vu resurgir brutalement sur nos écrans de télévision les souffrances de la population civile de Gaza, tandis que nos dirigeants se sont mis à déployer une activité diplomatique des plus intensives, bienvenue mais tardive, pour tenter d'obtenir un cessez-le-feu.

De fait, tout au long de l'année 2008, de nombreux conflits ont continué de briser les vies de millions de gens à travers le monde, de Gaza à Goma, en passant par Nyala, Mogadiscio ou encore Kaboul. Les conflits majeurs en cours présentent malheureusement tous cette caractéristique commune que les civils en sont les principales victimes, des millions d'entre eux y étant régulièrement tués, déplacés, blessés, violés, privés d'accès à l'eau ou à l'alimentation, etc. Ils diffèrent cependant souvent dans le traitement dont ils bénéficient de la part de la communauté internationale, qu'il s'agisse d'aide au développement ou humanitaire, de déploiement d'opérations de maintien de la paix, d'action diplomatique ou de couverture médiatique – or, ce traitement ne dépend pas du nombre de civils directement menacés. Pourtant, contrairement aux idées reçues, le nombre de conflits et de massacres de civils qui les accompagnent presque inévitablement, loin de diminuer, pourraient augmenter rapidement. La menace de nouvelles guerres, l'échec d'accords de paix précaires, l'exploitation politique de la pauvreté et de l'inégalité, ainsi que l'effet perturbateur des changements climatiques, sont autant d'éléments qui attiseront les conflits dans le futur.

En 2008,

- ◆ Un enfant sur 5 mourait avant l'âge de 5 ans en République démocratique du Congo (RDC), pays à la plus basse espérance de vie de notre étude¹ ;
- ◆ Un Tchadien sur 10 n'avait pas accès à des infrastructures sanitaires correctes et un Congolais sur 5 n'avait pas accès à une source d'eau améliorée² ;
- ◆ On comptait 17 fois plus de troupes étrangères par habitant en Irak qu'au Tchad et 9 fois plus qu'au Soudan.

Avec ce 1^{er} « baromètre de la protection », nous voulons esquisser une description factuelle et actualisée des principaux conflits en cours, autant qu'attirer l'attention sur ces crises humanitaires et de protection, qui continuent de tuer des civils, souvent sans que la communauté internationale n'en parle ou agisse pour y mettre un terme de façon adéquate.

Il y a plus de trois ans, les Etats membres des Nations unies ont reconnu leur « Responsabilité de Protéger » leurs populations civiles du génocide, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et du nettoyage ethnique. Ils ont également reconnu qu'en cas de manquement d'un Etat ou d'un gouvernement à ce devoir de protection envers ses populations, cette « Responsabilité de Protéger » incombe à la communauté internationale dans son ensemble. Celle-ci a maintenant l'obligation de mobiliser l'ensemble des moyens à sa disposition (financiers, diplomatiques, militaires, etc.) pour prévenir ces crimes de masse et contribuer à la protection effective des civils en danger. En 2008, la France a reconfirmé son engagement envers ce principe en l'inscrivant explicitement au cœur de son « Livre Blanc de la Défense et de la Sécurité nationale ».

La publication de ce baromètre vient renforcer les recommandations d'Oxfam France – Agir ici pour qu'en 2009, une partie des ressources financières, de la volonté politique et de l'attention médiatique qui seront consacrées par la communauté internationale en général, et par la France en particulier, à la crise économique et financière mondiale, bénéficient également à tous ces enfants, femmes et hommes, principales victimes de la poursuite de guerres souvent sans signe de résolution : c'est bien l'urgence humaine et politique.

- ◆ L'Irak avait reçu 2 fois plus d'aide (Chiffres OCDE 2007) au développement que l'Afghanistan (en termes absolus), soit 23 fois le montant reçu par la Somalie ;
- ◆ Rapportée par habitant, l'aide (Chiffres OCDE 2007) publique au développement (APD) était la plus élevée en Territoire palestinien occupé (Tpo) – un habitant de Tpo recevait un montant 12 fois plus élevé qu'un Somalien et 26 fois plus élevé qu'un Congolais.

¹ Nous nous sommes intéressés ici aux dix pays en conflit suivants : Afghanistan, Colombie, Irak, Géorgie, RDC, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Territoire Palestinien occupé et Tchad.

² Consulter la définition de « source d'eau améliorée » dans le lexique à la fin du document.

Méthodologie³

Ce « baromètre de la protection des civils », premier du genre, a été conçu comme un outil pour apprécier dans quelle mesure les moyens politiques, diplomatiques, économiques ou médiatiques (parmi d'autres) ont été utilisés de manière équilibrée, équitable et efficace dans les situations de conflit en faveur d'améliorations de long terme. Dix pays où les conflits font rage et dans lesquels Oxfam International travaille ont été isolés en tant qu'études de cas. Ils ont été analysés à travers le prisme des différents critères de ce baromètre, notamment : déplacement, mortalité, vulnérabilité, aide internationale, présence militaire internationale, diplomatie française et internationale, ainsi que traitement médiatique. Les limites de cette analyse sont celles des données disponibles à la fin de l'année 2008 : par exemple, aucun chiffre moyen n'est disponible pour l'ensemble des pays à propos des morts violentes ou de la malnutrition (bien que 2008 ait été marquée par des crises alimentaires majeures), ni de données consolidées, fiables et récentes concernant les viols, les violences faites aux femmes ou le recrutement d'enfants soldats, alors qu'il s'agit de phénomènes massifs au cœur des souffrances que subissent les civils en situation de conflit ; les dernières données pour l'aide au développement datent de 2007.

La diplomatie de résolution des conflits est, quant à elle, une tâche aussi longue que complexe et difficile, qui se déroule le plus souvent à huis clos, à l'abri des regards du grand public. Elle est donc difficilement chiffrable. Cependant, les déplacements et visites de haut niveau, les déclarations officielles et les résolutions du Conseil

de sécurité des Nations unies (CSNU) peuvent parfois constituer de bons indicateurs, tout au moins de l'intérêt, voire parfois du succès ou des échecs, de la diplomatie. Pourtant, parfois le fait de ne pas adopter de résolution du Conseil de sécurité peut indiquer non pas un manque d'intérêt, mais plutôt un manque de consensus ; à l'inverse, l'adoption d'un grand nombre de résolutions peut masquer le manque de volonté politique à agir effectivement.

En outre, notre appréciation des diverses situations sur le terrain peut parfois différer de celles des organisations intergouvernementales et onusiennes dont nous avons utilisé les chiffres : celles-ci reflètent souvent la perception médiane de la communauté internationale dans son ensemble – et les Nations unies en particulier – de la situation dans un pays donné.

Dans tous les cas, les données collectées et exploitées ici témoignent de faits réels et permettent d'interroger la pertinence et la proportionnalité de la réponse de la communauté internationale par rapport à l'ampleur des défis posés par les divers conflits à travers le monde. Ces décalages dans l'usage des différents outils autant qu'entre les situations des pays renforcent un peu plus l'idée selon laquelle la volonté politique est un facteur clé de la résolution des conflits à long terme.

³ Pour plus de précisions concernant la méthodologie de la recherche sur le traitement médiatique, se reporter en fin de document dans la section « Méthodologie de la recherche médias ».



Somalie. Janvier 2008

I. BESOINS DE PROTECTION ET VULNERABILITE

Déplacement⁴

En 2008...

- ◆ Environ 550 000 personnes ont été déplacées à travers la Somalie – soit le plus grand nombre de déplacements internes sur l'année dernière, juste devant la République démocratique du Congo (RDC), avec plus de 500 000 personnes nouvellement déplacées pour l'année 2008.
- ◆ Environ 5 millions de Soudanais demeurent déplacés à l'intérieur de leur pays tandis que plus de 4 millions de Palestiniens sont toujours réfugiés en dehors de leur territoire.
- ◆ La crise qui a eu lieu en Géorgie durant l'été a entraîné 128 000 nouveaux déplacements au sein du territoire – environ 20 fois plus qu'au Tchad sur la même période.
- ◆ 83 900 personnes ont été déplacées à l'intérieur de la Colombie - un peu plus qu'en Afghanistan.

Toute personne devient plus vulnérable lorsqu'elle est forcée à fuir son foyer. Les femmes sont plus susceptibles d'être victimes de viol. Les enfants ont plus de chance de devenir orphelin et les personnes âgées ou handicapées sont laissées pour compte dans l'horreur des combats.

Malheureusement, au cours de l'année passée, aucun changement majeur n'est survenu en ce qui concerne la capacité de retour de la plupart des réfugiés et déplacés. Le volume historique et record de plus de 4,3 millions de réfugiés palestiniens n'a pas changé, dépassant le nombre de réfugiés irakiens et afghans combinés.

Pour sa part, le Soudan a conservé le triste record de 5 millions de déplacés internes (IDPs), dont plus de 80% sont originaires du Darfour.

C'est ce type de violence qu'a dû fuir au Nord Kivu en République démocratique du Congo, Antoinette, 70 ans, mère et grand-mère.

« Mon mari était un homme d'affaires. Il est mort. Une nuit, des hommes sont entrés dans le village. Ils nous ont assaillis, tirant sur les gens, et brûlant nos maisons. Mon mari a été abattu. J'ai trouvé son corps dans la rue. Je n'ai pas tenté de l'enterrer. Je ne pouvais pas. Je devais fuir. Je veux que mon message soit entendu. Je veux une fin à cette guerre.⁵»

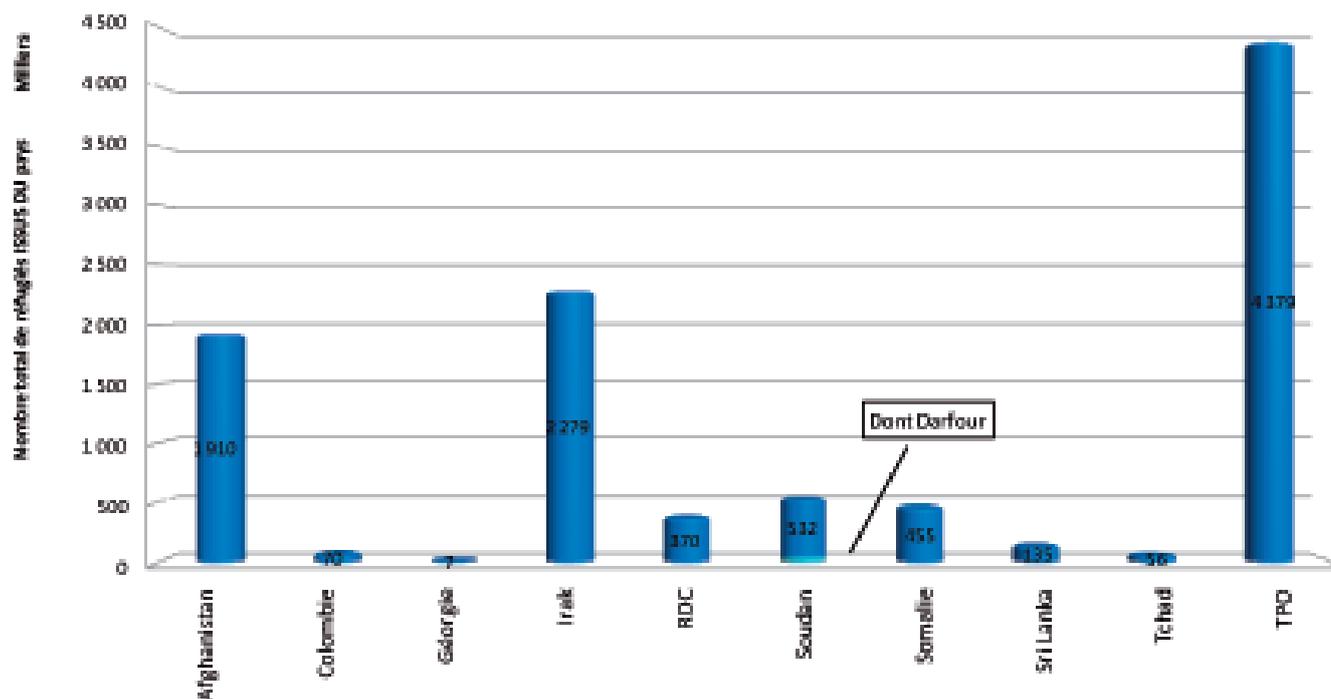


Rankin / Oxfam GB

⁴ Consulter les définitions de « déplacé » et de « réfugié » dans le lexique à la fin du document

⁵ Photo et témoignage. Goma, RDC. 28 juin 2008.

Personnes réfugiées issues des pays étudiés à la fin de l'année 2008



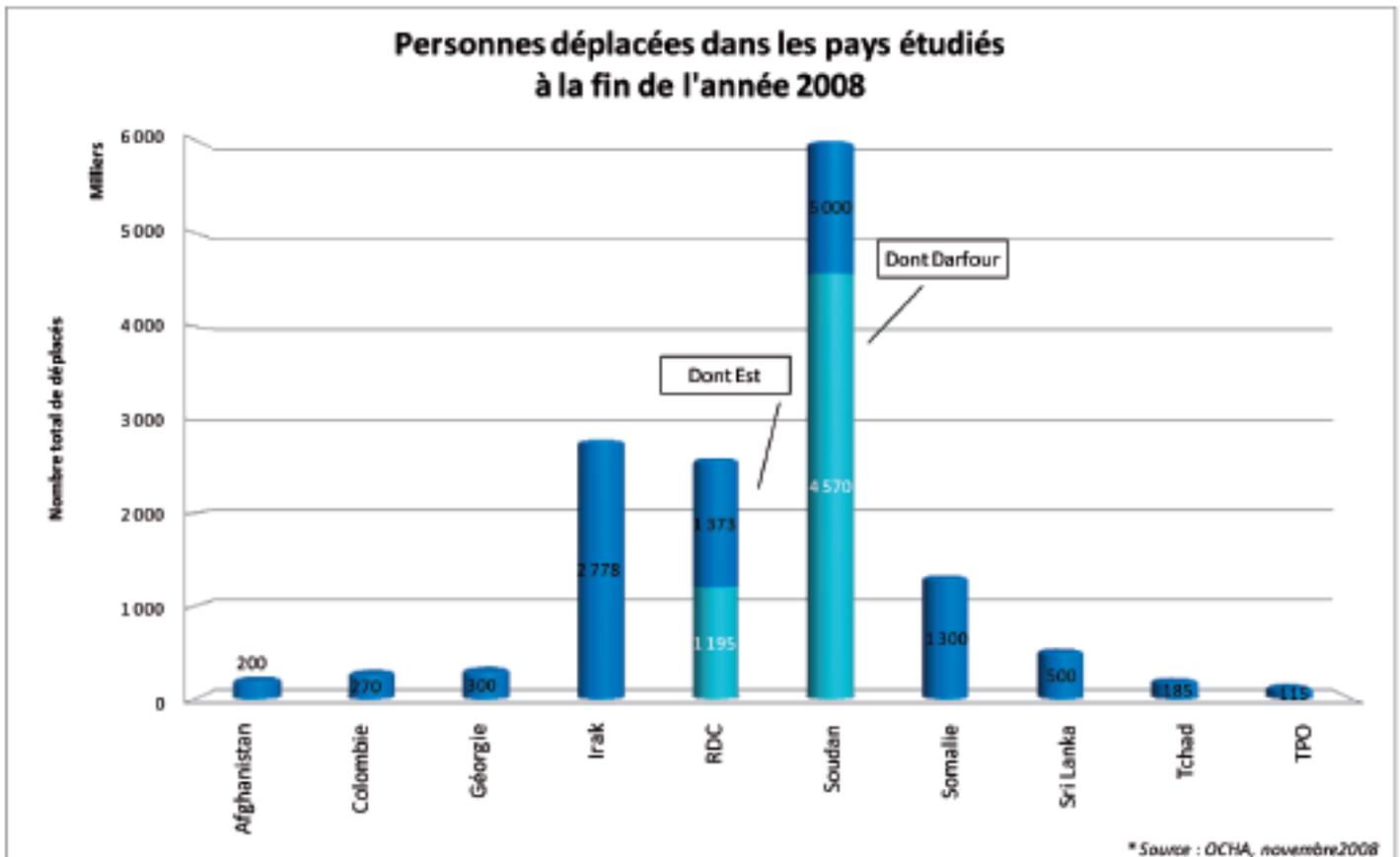
* Source : UNHCR 2008

Commentaire Oxfam International sur les déplacements au Darfour

La paix et le développement ne pourront advenir au Darfour tant que les gens ne se sentiront pas en sécurité et protégés et tant qu'un cessez-le-feu permanent ne sera pas en vigueur. Les gens ont trop peur pour rentrer dans leur village – en réalité, au lieu de retourner chez eux, il y a de plus en plus de personnes qui sont attaquées et déplacées.

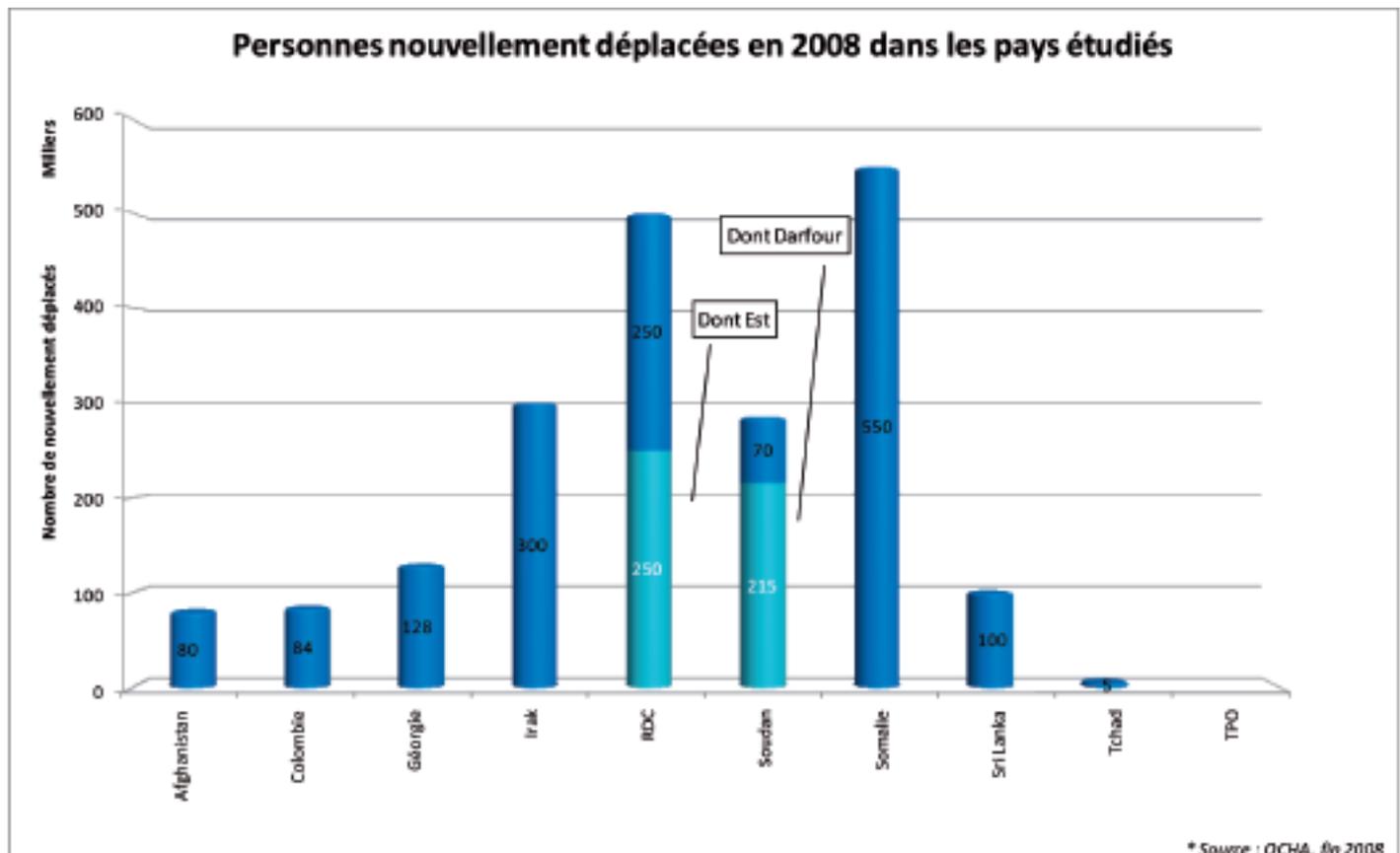


Jane Beesley / Oxfam



Les principales vagues de nouveaux déplacements en 2008 ont touché de manière très sévère la Somalie et la RDC : dans les deux pays, plus d'un demi-million de personnes ont dû fuir leur foyer à cause de combats. Dans le Territoire palestinien occupé, la politique de blocage à

travers la Cisjordanie et le blocus de Gaza ont empêché les civils de se déplacer à l'intérieur et à l'extérieur du Territoire pour des raisons professionnelles ou familiales, et d'autant plus pour fuir le conflit.



Eclairage : réfugiés et déplacés ⁶

◆ Réfugiés

- 4 379 050 Palestiniens
- 2 279 247 Irakiens
- 1 909 911 Afghans
- 532 032 Soudanais

◆ Déplacés

- 5 000 000 Soudanais, parmi lesquels 4,25 millions de Darfouris
- 2 778 305 Irakiens
- 1 817 900 Congolais, parmi lesquels 1 195 474 Kivutiens
- 1,3 million de Somaliens ; le site d'Afgooye road constituerait le plus grand regroupement de déplacés au monde

◆ Nouvellement déplacés en 2008

- 550 000 Somaliens
 - 500 000 Congolais, parmi lesquels 250 000 Kivutiens
 - 300 000 Irakiens
 - 285 000 Soudanais, parmi lesquels 215 000 Darfuris
- Les Palestiniens ne sont pas libres de se déplacer, y compris pour fuir les combats, en particulier dans Gaza.

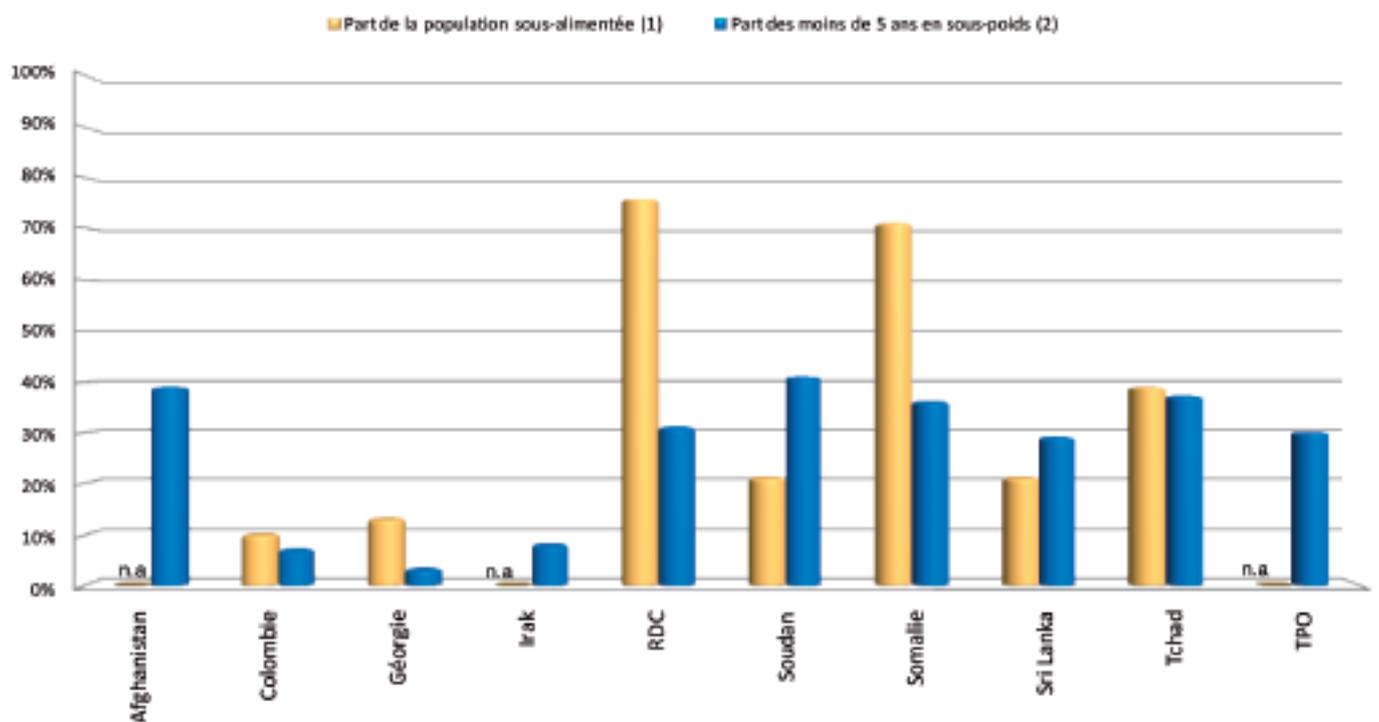
Malnutrition

En 2008...

- ◆ Au Soudan comme au Sri Lanka, la consommation alimentaire d'environ 22% de la population totale est inférieure au besoin énergétique minimum.
- ◆ 3 Congolais sur 4 souffrent de malnutrition.
- ◆ Au Tchad comme au Sri Lanka, 22% des enfants ont un poids trop faible à la naissance - deux fois plus qu'en Somalie - et 14% des moins de 5 ans souffrent d'émaciation - deux fois plus qu'en Afghanistan.

Bien trop souvent, les conflits empêchent les populations de labourer et de moissonner leurs champs ou d'avoir accès à l'aide humanitaire. D'après l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 75% de la population congolaise souffre de malnutrition en 2008⁷. La Somalie occupe la deuxième position, juste derrière, avec 71% de la population souffrant de malnutrition.

Niveau de sous-alimentation dans les pays étudiés à la fin de l'année 2008



(1) Source : FAO, 2008
(2) Source : modéré et sévère, UNICEF 2007

⁶ Déplacés internes et réfugiés correspondent à deux réalités qu'il ne faut pas confondre. Un déplacé subit un déplacement forcé à l'intérieur des frontières de son pays de résidence, à cause d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle. Si un réfugié est une personne qui a également subi un déplacement forcé, ce dernier a lieu en dehors de son pays de résidence habituelle et le réfugié ne peut y retourner par manque de protection pour sa personne. Consulter aussi les définitions officielles des Nations unies dans le lexique à la fin du document.

⁷ L'Etat de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008. Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.
Disponible en ligne sur : <http://www.fao.org/docrep/011/i0291f/i0291f00.htm>

Commentaire Oxfam International sur les problèmes d'alimentation à Gaza en janvier 2009

La crise humanitaire s'aggrave de jour en jour. Les hôpitaux sont débordés par les arrivées de nouvelles victimes. Des égouts non traités se déversent dans les rues de Beit Hanoun, une ville de plus de 20 000 habitants. Dans beaucoup d'endroits, les approvisionnements en eau sont restreints à quelques heures par jour. Quarante pour cent de la population à Gaza dépendaient déjà de l'aide alimentaire. La crise est de plus en plus terrible pour les plus vulnérables. Même lorsque les gens obtiennent de la nourriture, ils doivent la cuisiner et le carburant pour cela manque également. Beaucoup de boulangeries manquent à la fois de farine et de carburant et elles ne vendent plus de pain.



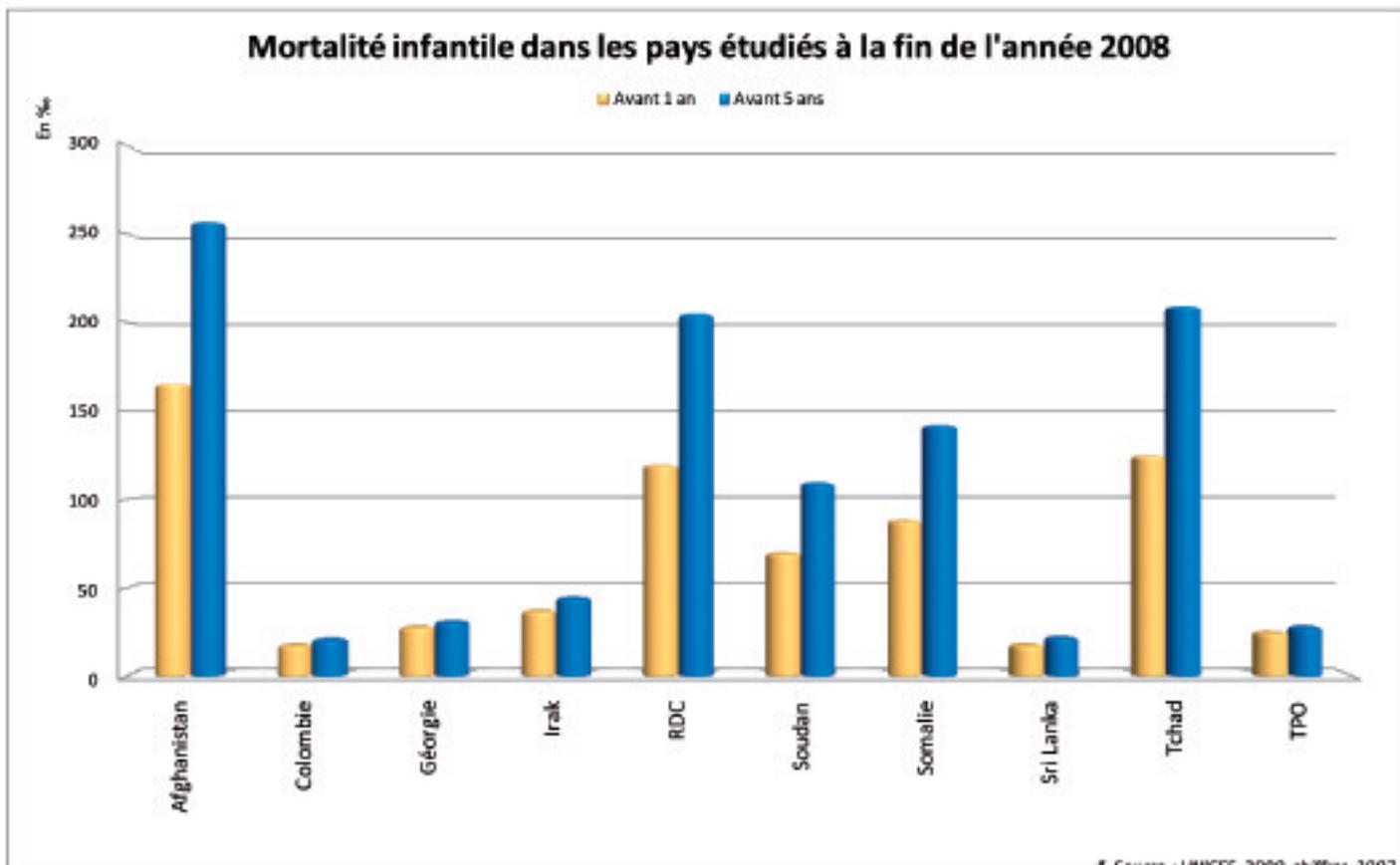
Photo de Subia El Khalili, Gaza. 25 novembre 2008.

Durée de vie et mortalité

En 2008...

- ◆ Un enfant sur 4 meurt avant son premier anniversaire en Afghanistan ; un enfant sur 5 meurt avant l'âge de 5 ans en République démocratique du Congo (RDC).
- ◆ L'Afghanistan a le plus haut taux de mortalité maternelle - plus du double par rapport au Soudan - en même temps que le plus bas taux d'accouchements assistés par du personnel médical qualifié - seulement 9% comparé à 16% au Tchad et 61% en RDC.

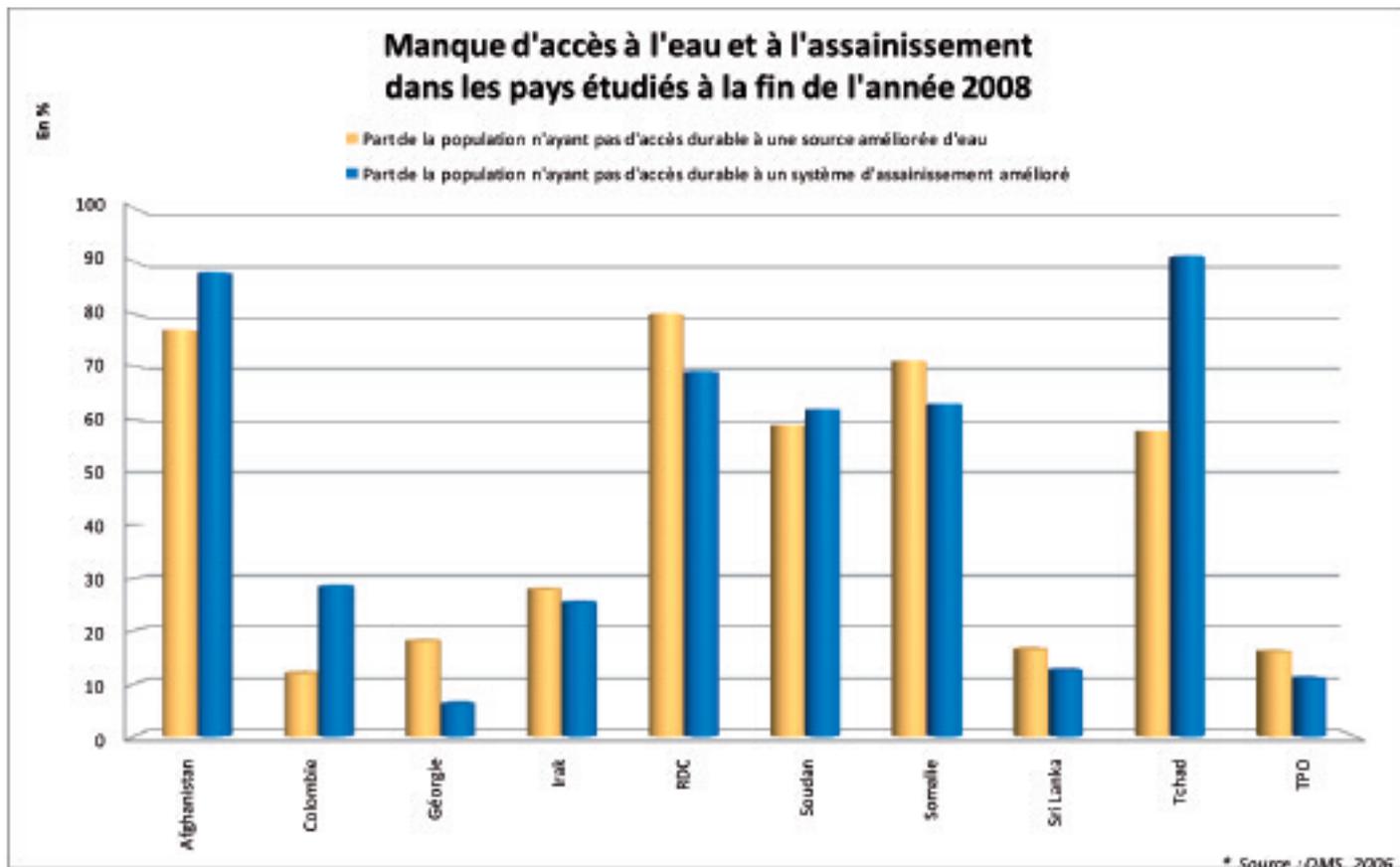
Outre les morts directes et violentes qu'ils entraînent, les conflits sont également synonymes de déplacements, de privations et de traumatismes quotidiens pour des millions d'hommes, de femmes et d'enfants. Sur tous les pays passés en revue, la République démocratique du Congo a l'espérance de vie la plus basse – 43 ans seulement. Elle est suivie de près par l'Afghanistan, où elle est un peu inférieure à 45 ans.



Accès à l'eau⁸

En 2008...

Si les populations de Géorgie et du Territoire palestinien occupé (Tpo), pour le moins avant la dernière offensive, ont plutôt bénéficié d'un bon accès à l'eau et aux installations sanitaires (plus de 80% de la population), seulement un Congolais sur 5 a un accès amélioré à un point d'eau et moins d'un Tchadien sur 10 a un accès durable à des installations sanitaires améliorées.



⁸ Consulter aussi les définitions d'accès amélioré à l'eau et aux infrastructures sanitaires selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) dans le lexique en fin de document.

II. AIDE

En 2007 et en 2008⁹ ...

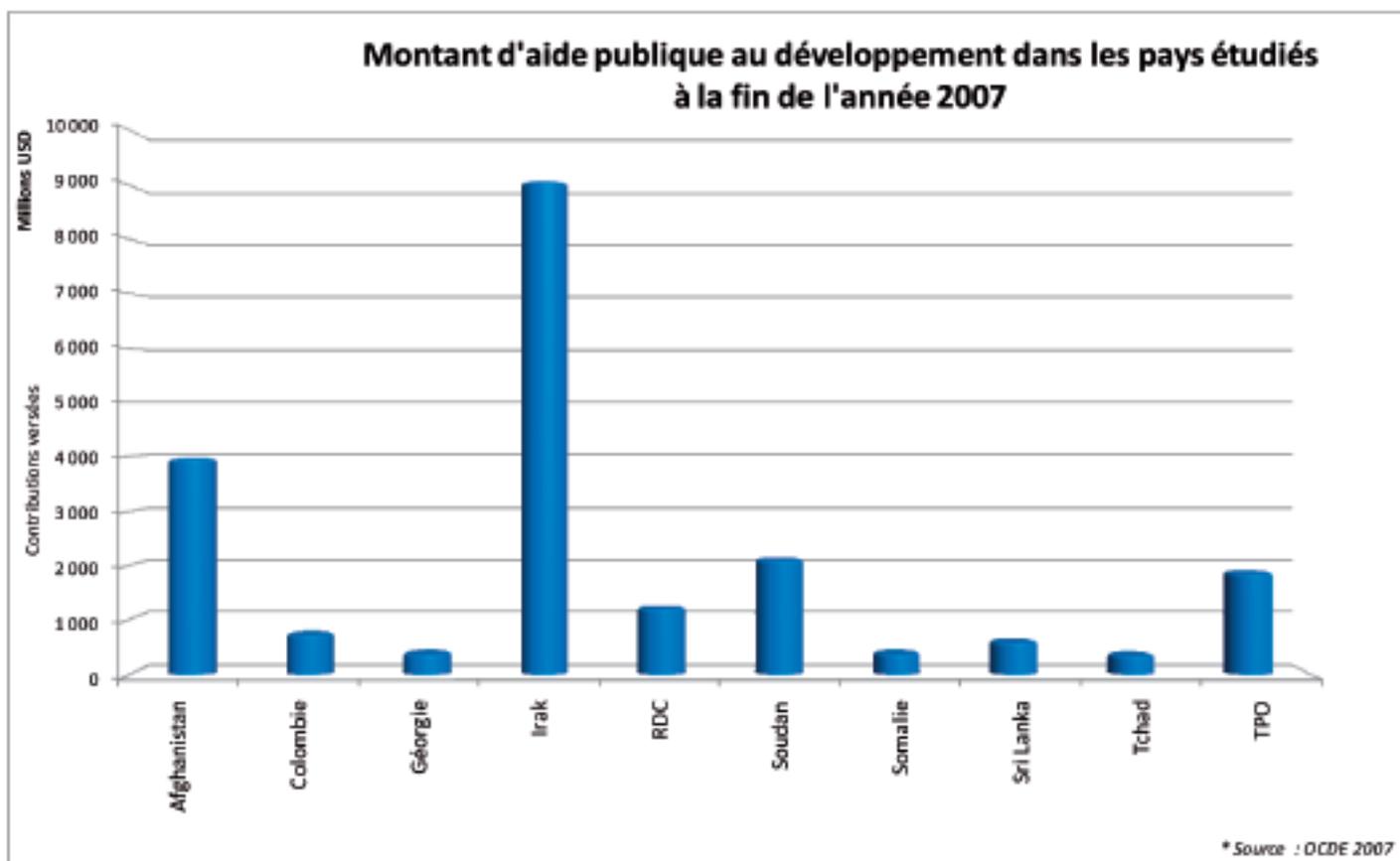
- ◆ En 2007, l'Irak a bénéficié de près de 9 milliards de dollars d'aide publique au développement (APD), soit plus du double par rapport à l'Afghanistan et plus de 23 fois ce qu'a reçu la Somalie.
- ◆ En termes d'APD par habitant, les habitants du Territoire palestinien occupé (Tpo) sont ceux qui reçoivent le plus – alors que les Sri Lankais reçoivent 10 fois moins que les Irakiens. Le niveau d'APD par habitant en Somalie est 12 fois inférieur à celui du Tpo, 8 fois moindre qu'en Irak et 3 fois inférieur à celui d'Afghanistan. Un Congolais a bénéficié de 26 fois moins d'aide qu'un habitant du Territoire palestinien occupé.
- ◆ Si l'on ramène le montant global d'APD distribué au nombre total de déplacés, l'Afghanistan a reçu le plus, suivi par le Tpo et l'Irak.
- ◆ En 2008, l'aide d'urgence rapportée à chaque déplacé de Somalie était 10 fois moindre qu'en Tpo, 6 fois inférieure à ce qu'elle était en Afghanistan.

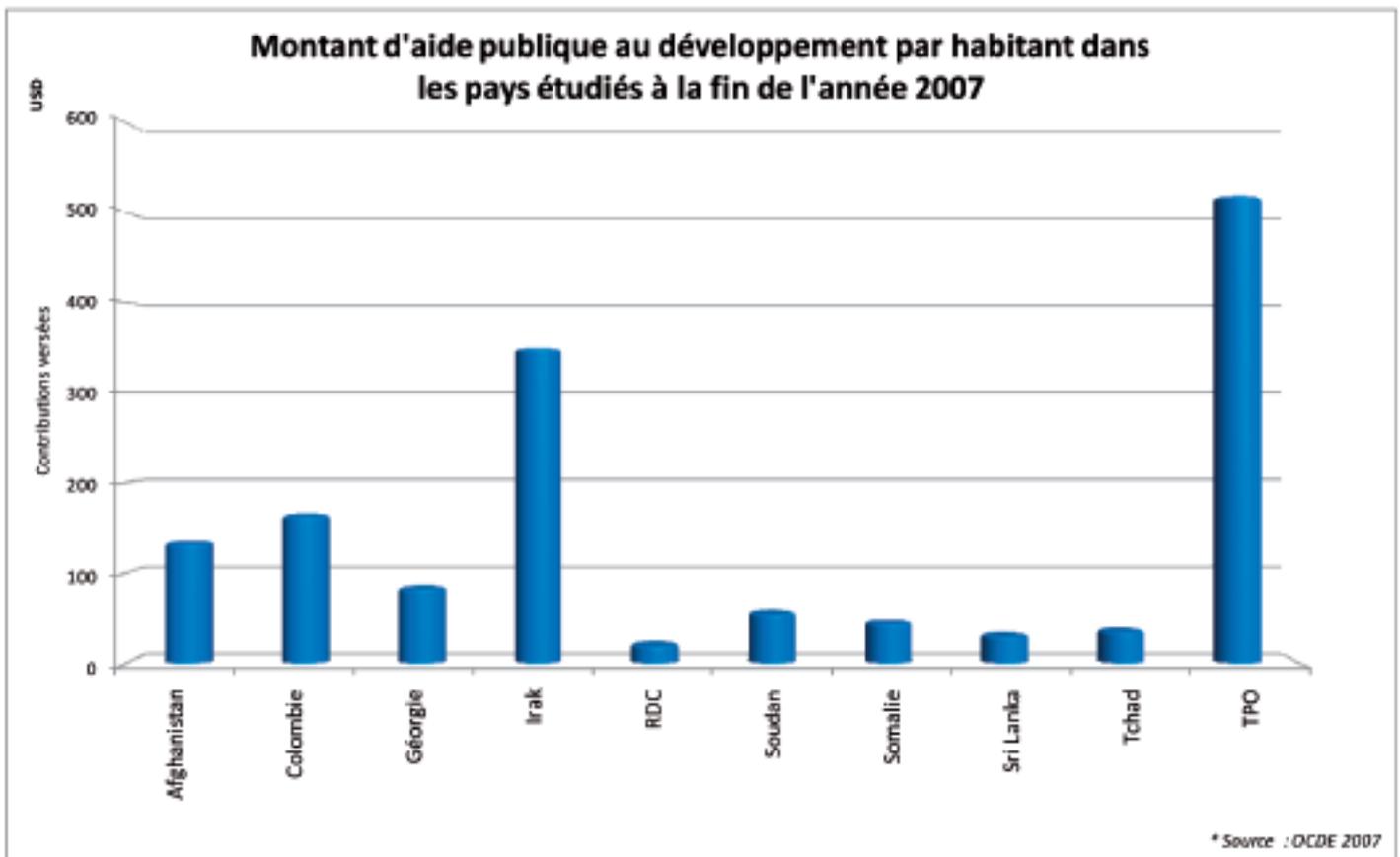
L'aide publique au développement (APD), ainsi que sa composante humanitaire, est dans beaucoup de pays l'un des principaux leviers de financement pour répondre aux besoins essentiels des populations, à court terme comme à moyen terme - souvent en contribuant à minimiser certaines causes profondes des conflits, le plus souvent liées à la pauvreté, la faim et la lutte pour le contrôle des ressources naturelles comme la terre ou l'eau. Il s'agit également d'un bon indicateur de l'intérêt de la communauté internationale, bailleurs de fonds comme ONG, pour un pays en particulier.

A cet égard, l'année qui vient de s'écouler a confirmé le financement continu et massif de l'Afghanistan à hauteur d'environ 4 milliards de dollars en aide publique au développement et encore plus de l'Irak qui a reçu plus de 9 milliards de dollars. Dans le même temps, le Tchad comme la Somalie ont reçu respectivement moins de 400 millions de dollars en APD.

En comparant la proportion d'APD par habitant, on s'aperçoit que les Palestiniens reçoivent le plus par habitant : plus de 500 dollars par personne, alors qu'un Congolais reçoit moins de 20 dollars. Le Soudan continue de mobiliser les plus hauts niveaux d'aide humanitaire avec plus d'1,6 milliards dollars, ce qui revient à 44 dollars par habitant.

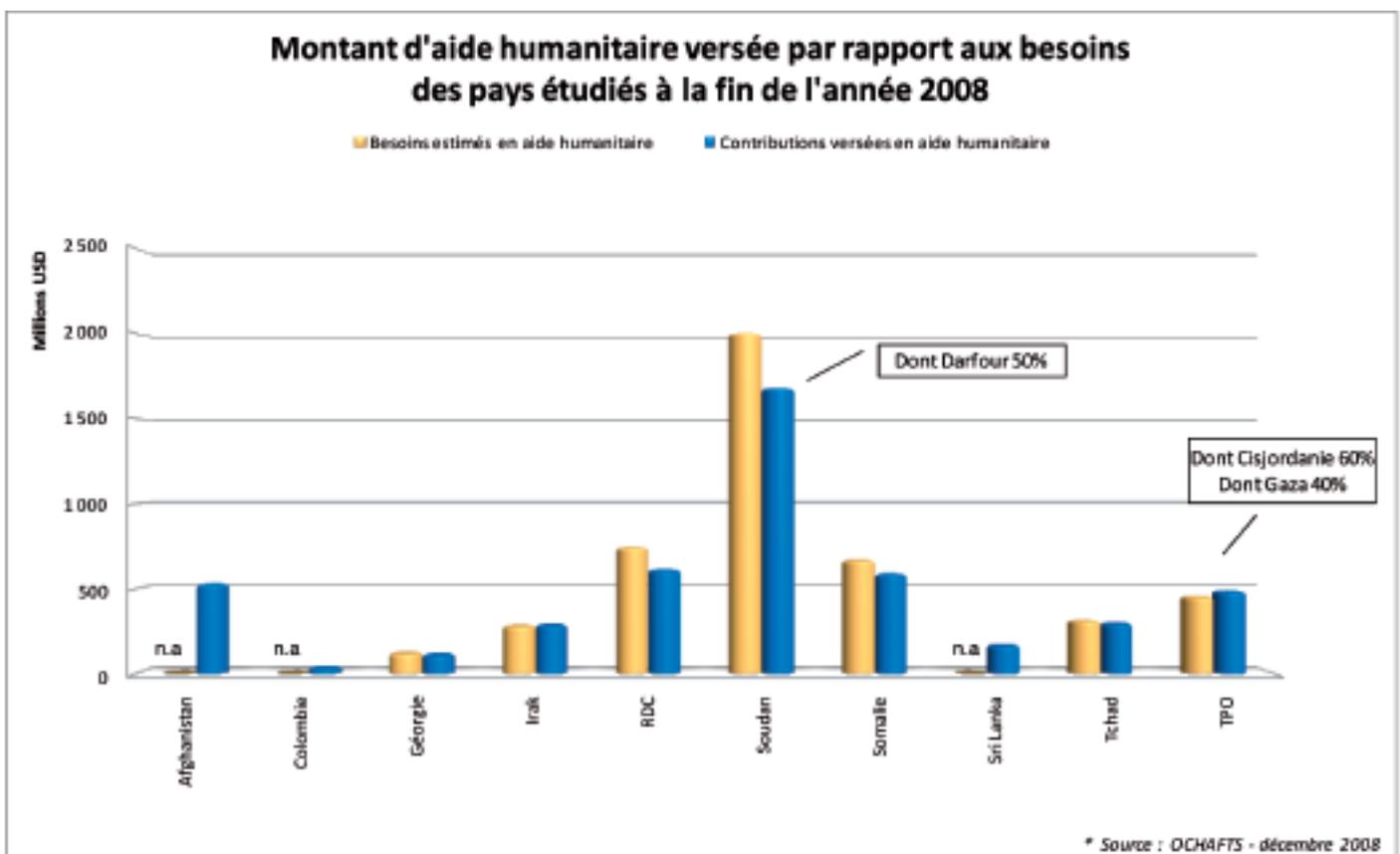
⁹ Les chiffres les plus récents pour l'aide publique au développement (APD) concernent l'année 2007 et sont tirés des statistiques officielles de l'OCDE. Les chiffres de l'aide humanitaire en 2008 proviennent de l'OCHA.





Le graphique ci-dessous confronte les besoins révisés du CAP 2008 (processus d'appel consolidé de l'OCHA)¹⁰ pour chaque pays étudié avec les contributions effectivement versées par les donateurs. Dans l'ensemble, les donateurs honorent leurs promesses de dons. On relèvera cependant que les besoins de la RDC, du Soudan ou de la Somalie par exemple ne sont pas complètement satisfaits.

¹⁰ Pour plus d'informations sur le CAP (processus d'appel consolidé de l'OCHA), se référer au lexique en annexe.



Commentaire Oxfam International sur l'aide au Territoire palestinien occupé (Tpo)

En dépit d'un record de promesses de financements de la part de la communauté internationale à hauteur de 7,7 milliards de dollars lors de la Conférence de Paris en décembre 2007, la situation sur le terrain en Tpo s'est détériorée de manière drastique. De telles promesses de développement économique se sont avérées futiles dans la mesure où les pratiques du gouvernement israélien ont entravé les droits les plus élémentaires de la population, comme la liberté de circulation. La Banque mondiale a déclaré à plusieurs reprises que la croissance économique dépendait « des mesures concrètes prises par Israël contre l'expansion des colonies ainsi que les restrictions d'accès et de mouvement ». Avant même le déclenchement de l'offensive de décembre dernier, la pauvreté avait augmenté. Plus d'un million de Palestiniens dépendant de l'aide ont assisté à l'effondrement de leur économie et de leur niveau de vie sous l'effet de la poursuite et du renforcement du blocus israélien de Gaza. Au cours de l'année écoulée depuis la Conférence de Paris, ces civils palestiniens ont été les témoins impuissants de l'aggravation de leur pauvreté jusqu'à toucher 80% de la population (par rapport à 45% en Cisjordanie). A cause de ce blocus, la dépendance en aide alimentaire et les taux de chômage ont augmenté régulièrement au cours de l'année passée dans la Bande de Gaza, tout comme les coupures de courant généralisées ont affecté les systèmes de traitement des eaux, les petites entreprises, les foyers et les hôpitaux de manière similaire. Les gens ont perdu leur emploi, la malnutrition a augmenté et la fourniture de services éducatifs et de santé s'est détériorée.



Kenny Rae / Oxfam International

Photo prise à Gaza, le 3 février 2009.

Pourtant, aujourd'hui, les Palestiniens sont bel et bien accablés par une crise humanitaire et de protection majeure. Bien qu'ils aient bénéficié de beaucoup d'attention médiatique et d'un soutien financier considérable – qu'il s'agisse de contributions effectives ou de promesses de dons - de la part de la communauté internationale au cours des derniers mois et semaines, la volonté politique et une action appropriée manquent toujours, en particulier pour lever le blocus de Gaza qui dure depuis 20 mois ; ce qui aurait pu permettre d'éviter la récente guerre.

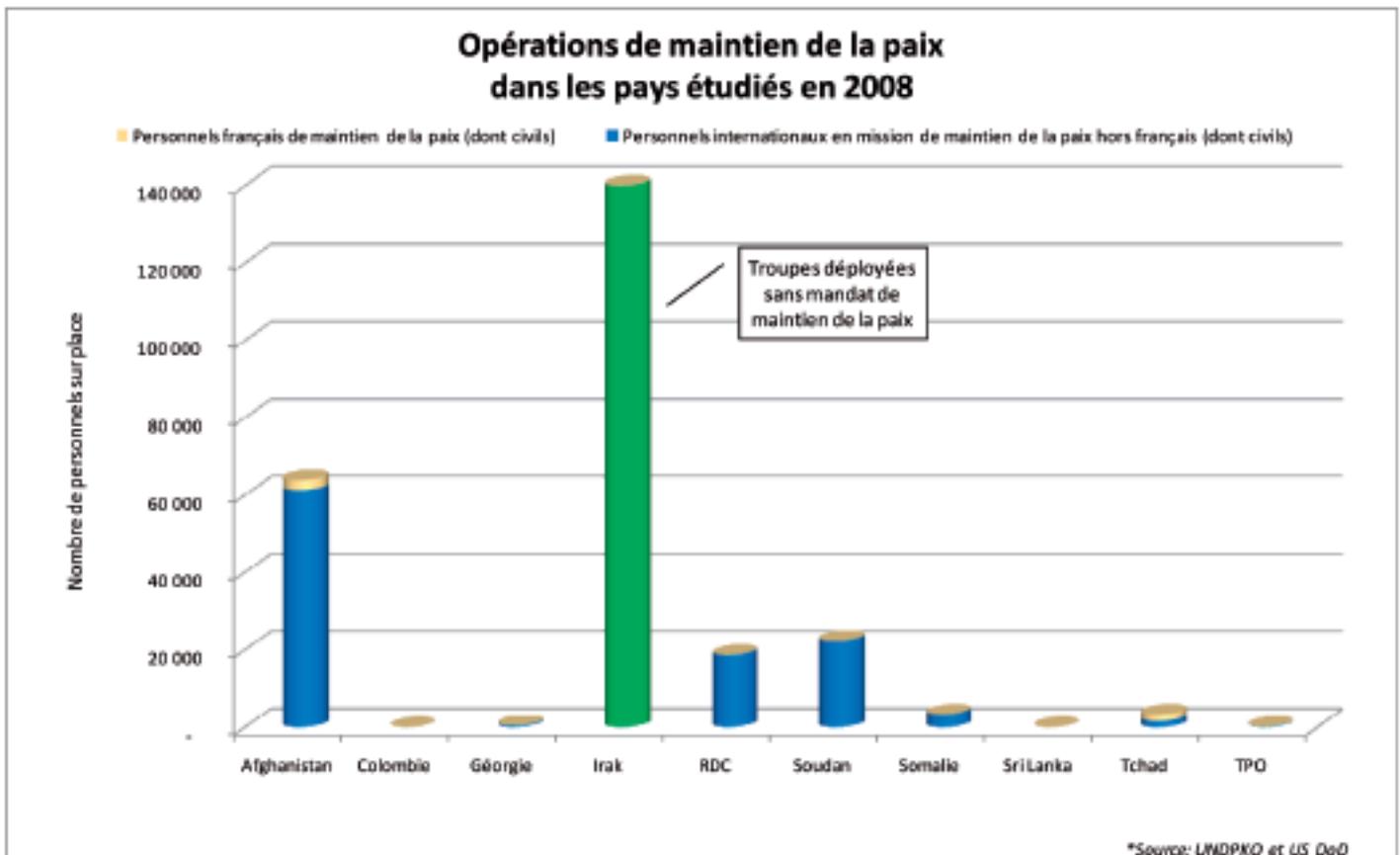
III. MAINTIEN DE LA PAIX

En 2008...

- ◆ On comptait 4 fois plus de troupes étrangères en Afghanistan qu'en République démocratique du Congo (RDC).
- ◆ L'Irak était en tête du nombre de troupes internationales par habitant 17 fois plus qu'au Tchad et 9 fois plus qu'au Soudan.

Le déploiement d'une mission internationale de maintien de la paix, lorsqu'elle est pourvue d'un mandat et de ressources adéquates par le Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) et qu'elle se focalise sur la protection des civils dans le cadre d'un processus de paix juste et durable, peut faire la différence dans la vie des populations bloquées entre des lignes de feux. Elle peut contribuer à les protéger des attaques, des assassinats, des pillages et des viols. Mais l'année passée a démontré qu'il était de plus en plus difficile de trouver des troupes ainsi que des équipements au niveau mondial pour de telles missions, les Etats étant de fait de plus en plus réticents à en fournir.

La plus grande opération militaire déployée à l'échelle mondiale, pour autant sans mandat de maintien de la paix du CSNU et encore moins focalisée sur la protection des civils, est restée celle de la « coalition internationale » en Irak ; à hauteur de 140 000 soldats, soit environ 538 soldats pour 100 000 Irakiens. L'intervention de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en Afghanistan a, quant à elle, mobilisé un peu plus de 64 000 soldats, soit 215 soldats pour 100 000 habitants. Parallèlement, on comptait 60 casques bleus pour 100 000 personnes au Soudan, mais seulement 30 en République démocratique du Congo (RDC) et au Tchad. Pourtant, au mois de décembre dernier, après une nouvelle reprise des combats à l'est de la RDC et malgré des mois de requêtes de soutien et de renforcement de la part de la Mission des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC), le président Nicolas Sarkozy s'interrogeait encore sur la nécessité « d'envoyer 3 000 [troupes] de plus » en RDC¹¹. On compte plus de 2 000 soldats français en Afghanistan comme au Tchad, moins de 50 en RDC.



¹¹ Dépêche AP, 12 décembre 2008.

Commentaire Oxfam International sur la force de maintien de la paix à l'est du Tchad

Le passage annoncé d'une force européenne à une force des Nations unies au 15 mars 2009 est bienvenu et nécessaire. La situation à l'est du Tchad demeure particulièrement dangereuse et instable. Le banditisme, les tensions intercommunautaires, les pillages et la violence en général constituent encore une réalité quotidienne pour les centaines de milliers de personnes bloquées dans les camps de réfugiés et les sites de déplacés. Il est crucial de briser le cycle de l'impunité pour le futur de ce pays. Même si la responsabilité première en échoit au gouvernement tchadien, la mission des Nations unies devrait elle aussi pouvoir participer à la réforme du secteur de la sécurité et de l'Etat de droit. Il est par ailleurs indispensable qu'il n'y ait pas de vide sécuritaire au moment où la force de l'Union européenne (EUFOR) quittera le pays, en mars.

Le principal problème, avec la résolution de janvier 2009 et à l'instar de la première en 2007, c'est qu'elle autorise le déploiement d'une mission de l'ONU sans jamais s'attaquer aux racines de ce conflit interne qui perdure.

Cette résolution aurait dû donner à l'ONU le mandat et l'autorité pour joindre bout à bout les différents processus politiques en cours. Si le conflit interne n'est pas résolu, les centaines de milliers de Tchadiens qui ont été forcés de fuir ne seront jamais en mesure de rentrer définitivement chez eux. Il faut régler les causes profondes du conflit, comme la mauvaise gestion des ressources naturelles, la représentation politique et la réforme démocratique.



Don Mc Gillin/Oxfam

Est du Tchad. Avril 2007.

Commentaire Oxfam International sur la Mission des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC)

Le renforcement de la MONUC est indispensable pour garantir une protection efficace des civils, pour améliorer globalement la sécurité et l'accès humanitaire et pour créer les conditions nécessaires au dialogue politique. Le déploiement de troupes doit être combiné avec des pressions diplomatiques soutenues pour parvenir à une solution politique et traiter les causes structurelles du conflit. En outre, il doit être associé à la définition d'une ligne politique claire pour améliorer l'efficacité de la MONUC auprès des civils et réduire les menaces auxquelles ceux-ci font face. Les engagements pour clarifier les instructions et garantir la mise en œuvre intégrale du mandat de protection des civils de la mission sont cruciaux et particulièrement bienvenus.

Commentaire Oxfam International sur la Mission des Nations Unies et de l'Union africaine au Darfour (MINUAD)

Pour tenter d'apporter un tant soit peu de sécurité au Darfour, le Conseil de Sécurité de l'ONU a décidé à l'unanimité de déployer la MINUAD, la plus large force de maintien de la paix au monde. Pourtant, 18 mois après la résolution 1769 du CSNU, et bientôt un an après l'arrivée officielle de la force sur le terrain, la MINUAD souffre toujours d'un manque de capacité critique et elle ne peut assurer la protection des populations. Moins de 60% de ses 26 000 personnels sont à ce jour déployés, manquant par ailleurs cruellement des équipements de base et de formations spécialisées pour mettre en œuvre leur mission. Pas plus de 3 des 19 unités de police armée ont été déployées et la force attend toujours les 24 hélicoptères de réponse rapide, nécessaires à la surveillance d'une zone grande comme deux fois le Royaume-Uni.

Alors que la MINUAD souffre d'un sérieux manque de capacités, elle a démontré qu'elle pouvait tout de même avoir un certain impact avec les ressources à sa disposition – si elle fait passer les activités de protection effective en priorité. Par exemple, les femmes sont régulièrement victimes d'attaques et de harcèlement lorsqu'elles sortent pour aller ramasser du bois de chauffe ou au marché. Lorsque la MINUAD a mis en place des patrouilles pour les accompagner, les femmes ont rapporté se sentir considérablement plus en sécurité et beaucoup moins vulnérables aux attaques dans certaines zones. La MINUAD doit faire de ces patrouilles une priorité, comme pour les patrouilles le long des routes principales afin d'assurer la continuité des livraisons d'aide humanitaire essentielle pour les personnes dans le besoin.

Beaucoup de communautés font part d'un sentiment de peur et de vulnérabilité principalement la nuit, lorsque des hommes armés harcèlent et intimident les civils de manière systématique. Pourtant, dans certains endroits, les personnels de la MINUAD ne sont présents que la journée. Les efforts pour mettre en place une présence permanente, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 dans des zones comme le camp de Kalma au sud du Darfour, sont bienvenus – mais ils doivent être réitérés d'urgence dans d'autres zones.

En dépit du gigantesque effort humanitaire et au-delà du besoin d'une force de protection plus robuste, la seule solution durable au conflit du Darfour est politique. Le processus de paix a de nouveau récemment piétiné et nos dirigeants doivent faire preuve d'un engagement continu et coordonné pour relancer les efforts en vue d'unifier les innombrables factions et ramener toutes les parties à la table des négociations. Davantage d'énergie doit être déployée pour s'assurer que de tels pourparlers seront réellement représentatifs des populations Darfuri, en y impliquant davantage la société civile et les groupes marginalisés, afin de refléter effectivement les besoins et préoccupations des nombreux groupes ethniques du Darfour.



Jane Beasley

« ... Je dois vous rapporter que nous devons retourner dans nos villages et que pour rentrer nous avons besoin de paix, et de sécurité. Et nous avons besoin de votre aide pour cela, et quand nous rentrerons effectivement dans nos villages, nous aurons besoin d'assistance car il n'y a rien là-bas. »

Namma Saed Haroun, El Fasher, Darfour Nord

IV. ARMES

En 2007...¹²

- ◆ L'UE a livré des armes en Irak pour une somme de 37 millions d'euros et pour 1,5 milliard d'euros à ses voisins.
- ◆ La France a livré l'équivalent de plus de 50 millions d'euros d'armes aux pays voisins du Tpo¹³.
- ◆ L'UE a livré environ 105 millions d'euros d'armes au Tchad, au Soudan et à l'ensemble de leurs voisins – dont plus de 75 millions d'euros par la France¹⁴.

Les armes conventionnelles peuvent aider un Etat démocratique à garantir la paix et l'ordre au sein de son territoire et à le protéger contre les attaques extérieures, lorsque cet Etat respecte ses propres obligations au regard du droit international – en particulier les principes et les limites en vigueur d'après la charte de l'ONU, le droit international humanitaire (DIH) et le droit international des droits de l'Homme.

Cependant, des recherches démontrent que dans les pays instables, la disponibilité, ainsi que l'accès aux armes conventionnelles et aux munitions sont susceptibles d'aggraver, d'intensifier et de prolonger la violence armée. Les armes deviennent alors une menace pour les civils plutôt qu'un moyen de les protéger.

C'est pour cette raison que les ONG de la plateforme « Contrôlez les Armes » n'ont cessé d'appeler les Etats à ne pas autoriser les transferts d'armes conventionnelles ou munitions vers les endroits où elles seraient susceptibles de provoquer ou exacerber des conflits armés, en violation de leurs obligations au regard de la Charte de l'ONU et des traités existants, de contribuer à de graves violations des droits de l'Homme ou du droit international humanitaire ou de porter atteinte au développement durable. De telles obligations sont clairement énoncées dans le code de conduite de l'UE sur les exportations d'armes¹⁵. 2008 a été marquée par le 10^e anniversaire de ce code de conduite. A cette occasion, les Etats membres de l'UE se sont mis d'accord à la fin de la présidence française de l'UE et, sous la pression des ONG, elles l'ont adopté en position commune : il est donc désormais juridiquement contraignant.

Les dernières informations en date¹⁶ montrent que les Etats membres de l'ONU, dont ceux de l'UE, et la France en particulier, continuent d'exporter des armes aux pays et régions où des civils sont victimes de conflits entretenus par des armes exportées, parfois en dépit des embargos officiels de l'ONU et de l'UE en vigueur. Et sans systématiquement apporter de garanties claires quant au fait que ces exportations ne violent pas d'obligations internationales existantes.

Eclairage : Transferts d'armes, vers un traité international¹⁷ ?

Le vote de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies du 6 décembre 2006 a officiellement lancé la procédure de négociation d'un Traité international sur le Commerce des Armes classiques (TCA). Le 31 octobre 2008, cet engagement a été reconfirmé par un vote positif de 147 Etats à l'Assemblée générale des Nations unies. La Plateforme des ONG « Contrôlez les Armes », dont Oxfam France – Agir ici fait partie, a salué le franchissement de cette étape significative au niveau international et recommandé l'inclusion dans ce futur traité d'une référence à la « règle d'or ». La « règle d'or » correspond à la prise en compte du respect des droits humains, du droit international humanitaire ainsi que du développement durable quand il s'agit d'envisager des transactions d'armes.

Au niveau européen, le 8 décembre 2008, les 27 Etats membres ont approuvé à l'unanimité l'adoption du « Code de Conduite de l'Union européenne en matière d'Exportations d'Armements » en position commune. De fait, l'UE s'est dotée d'un instrument juridiquement contraignant pour réguler le commerce des armes.

Cependant, beaucoup reste à faire au niveau national puisque deux projets de loi déposés à l'Assemblée nationale, l'un sur le respect des embargos et l'autre sur le contrôle des intermédiaires, n'ont toujours pas été adoptés.

¹² Données 2007

¹³ Egypte et Israël

¹⁴ Calcul consolidé des exportations vers le Tchad et le Soudan ainsi que vers leurs voisins respectifs (les voisins communs n'étant comptabilisés qu'une seule fois).

¹⁵ Critère 3 : « ...Les Etats membres n'autoriseront pas les exportations susceptibles de provoquer ou de prolonger des conflits armés ou d'aggraver des tensions ou des conflits existants dans le pays de destination finale. »

Critère 4 : « ...Les Etats membres ne délivreront pas d'autorisation d'exportation s'il existe un risque manifeste que le destinataire envisagé utilise l'exportation en question de manière agressive contre un autre pays ou pour faire valoir par la force une revendication territoriale. »

¹⁶ Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2007

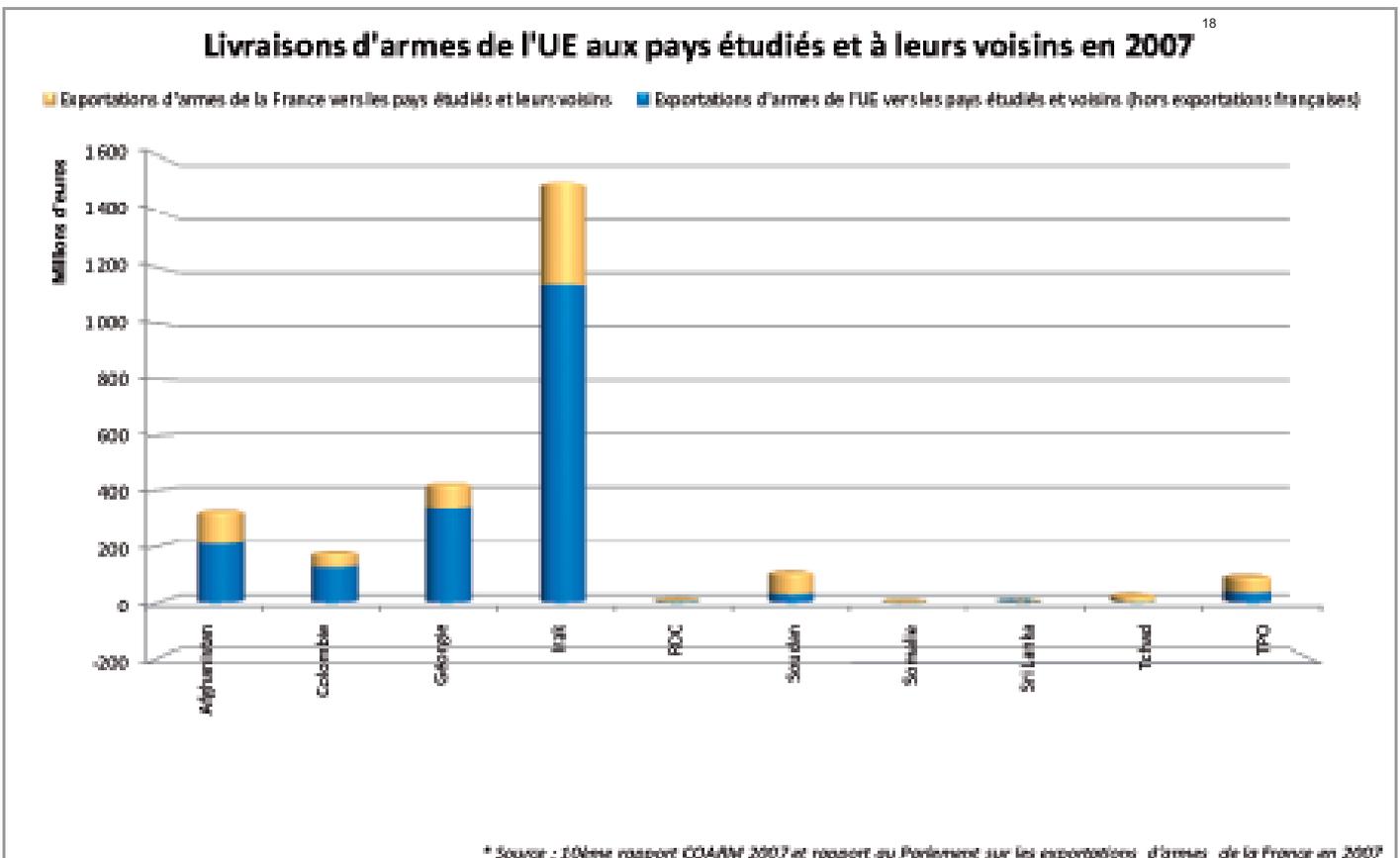
et 10^e rapport COARM sur les exportations d'armes de l'UE

¹⁷ Pour plus d'informations, consulter le site de la plateforme en français :



David Levens / Oxfam

26 janvier 2008 | Somalie



¹⁸ Voisins des pays étudiés auxquels l'UE (dont la France) a vendu des armes en 2007 :

Afghanistan : Pakistan, Turkménistan
Colombie : Brésil, Equateur, Panama, Pérou, Venezuela
Géorgie : Arménie, Azerbaïdjan, Russie, Turkménistan, Turquie
Irak : Arabie Saoudite, Koweït, Jordanie, Turquie

RDC : Angola, RCA, Rwanda
Soudan : Egypte, Ethiopie, Kenya, Libye, RCA, RDC, Rwanda, Tchad
Somalie : Ethiopie, Djibouti
Tchad : Angola, Cameroun, Libye, Niger, RCA
Tpo : Egypte, Israël

V. DIPLOMATIE

Les opérations de maintien de la paix et les interventions militaires, bien qu'urgentes et nécessaires dans certains cas, ne peuvent constituer qu'une solution provisoire. Les conflits nécessitent une résolution à différents niveaux : depuis les villages, à travers des moyens locaux et traditionnels, jusqu'aux forums de négociation les plus hauts, au premier rang desquels le Conseil de sécurité de l'ONU (CSNU). La diplomatie de résolution des conflits est une tâche aussi longue que complexe et difficile, qui se déroule le plus souvent à huis clos, à l'abri des regards du grand public. Cependant, les déplacements et visites de haut niveau, les déclarations officielles et les résolutions du CSNU peuvent parfois constituer de bons indicateurs, tout au moins de l'intérêt, voire parfois du succès ou des échecs, de la diplomatie.

Commentaire Oxfam International sur le désintérêt diplomatique pour le conflit au sud du Soudan

L'attention portée par les dirigeants du monde sur les souffrances humaines en cours au Darfour est bienvenue, mais malheureusement cela s'est traduit par un désintérêt du monde pour ce qui se passe dans le reste du pays. Il est indispensable de résoudre le conflit du Darfour, mais cela ne devrait pas se faire au détriment de l'Accord de Paix global (CPA). Les deux conflits sont étroitement imbriqués et les lents progrès dans la mise en œuvre du CPA affaiblissent les efforts pour apporter une paix durable au Darfour. Ce dernier constitue l'une des principales crises au monde, mais un nouveau conflit entre le Nord et le Sud-Soudan pourrait avoir des conséquences encore plus dévastatrices pour les populations soudanaises et pour la région. Neuf pays sont frontaliers du Soudan et la plupart d'entre eux ont été affectés par les guerres civiles du Soudan.

Le CSNU a adopté 10 résolutions sur la Somalie en 2008 et 27 depuis 2000. Il n'en a adopté qu'une sur le Proche-Orient et aucune sur l'Irak, le Zimbabwe, la Colombie ou le Sri Lanka. L'Afghanistan, comme le Territoire palestinien occupé (Tpo), sont les seuls endroits où non seulement le président Nicolas Sarkozy, mais également le ministre Bernard Kouchner et la secrétaire d'Etat aux droits de l'Homme, Rama Yade, se sont rendus en 2008 ; la France a aussi accueilli deux conférences internationales en faveur de la reconstruction en Afghanistan. Au 31 décembre 2008, le président Sarkozy avait fait la plupart de ses déclarations officielles sur l'Irak (18), puis sur le Soudan (8), le Zimbabwe (7), le Tpo (6) et l'Afghanistan (5). Le ministre Bernard Kouchner s'est davantage focalisé sur le Tpo (13 déclarations) et la Géorgie (9 déclarations). La présidence française de l'UE a fait 12 déclarations sur la Géorgie, 9 sur l'Afghanistan, 8 sur le Soudan et la Somalie (principalement à l'occasion du lancement de l'opération anti-piraterie de l'UE), 11 sur le Tpo et 6 sur le Zimbabwe – à l'inverse, seule une intervention a concerné la République démocratique du Congo et aucune le Tchad, pays qui compte pourtant le plus grand nombre de soldats déployés en dehors de nos frontières.



21 novembre 2007 | Soudan

Alun McDonald/Oxfam

Eclairage : l'adoption de multiples résolutions sur la Somalie par le CSNU

Parfois, le fait de ne pas adopter de résolution du Conseil de sécurité peut indiquer non pas un manque d'intérêt, mais plutôt un manque de consensus entre Etats membres ; à l'inverse, l'adoption d'un grand nombre de résolutions peut masquer le manque de volonté politique à agir de manière efficace. C'est le cas pour la Somalie : malgré le nombre important de résolutions adoptées depuis 2006, celles-ci n'ont que peu, voire pas du tout traité de la crise elle-même et ont davantage été consacrées à la lutte contre la piraterie pour préserver des intérêts commerciaux internationaux. Voici ce que dit le « Security Council Report », une ONG indépendante, des 9 résolutions adoptées par le Conseil de sécurité à la date du 19 décembre 2008 en lien avec la Somalie :

◆ 29 avril 2008

La résolution 1811 dénonce les violations de l'embargo sur les armes et les munitions vers la Somalie et renouvelle le mandat du groupe de contrôle du respect de l'embargo

◆ 15 mai 2008

La résolution 1814 réitère la volonté du Conseil de sécurité de renforcer l'embargo sur les armes.

◆ 2 juin 2008

La résolution 1816 autorise les États qui coopèrent avec le Gouvernement fédéral de transition à la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes à entrer dans les eaux territoriales de la Somalie pour réprimer ces actes en utilisant tous les moyens nécessaires.

◆ 19 août 2008

La résolution 1831 renouvelle l'autorisation pour l'Union africaine de maintenir en Somalie, pendant six mois, sa mission (AMISOM).

◆ 7 octobre 2008

La résolution 1838 appelle à une action renforcée pour combattre la piraterie.

◆ 20 novembre 2008

La résolution 1844 impose des sanctions contre les personnes ou entités qui se livrent ou apportent leur appui à des actes qui

menacent la paix, la sécurité ou la stabilité de la Somalie, agissent en violation de l'embargo général et complet sur les armes déjà existant ou font obstacle à l'acheminement de l'aide humanitaire destinée à la Somalie, à l'accès à cette aide ou à sa distribution en Somalie.

◆ 2 décembre 2008

La résolution 1846 autorise, pour douze mois, les Etats et organisations régionales concernées à prendre toutes mesures nécessaires et appropriées pour réprimer les actes de piraterie en mer.

◆ 16 décembre 2008

La résolution 1851 étend l'autorisation, donnée dans la résolution 1846, à combattre la piraterie par toutes les mesures nécessaires en mer à la terre.

◆ 19 décembre 2008

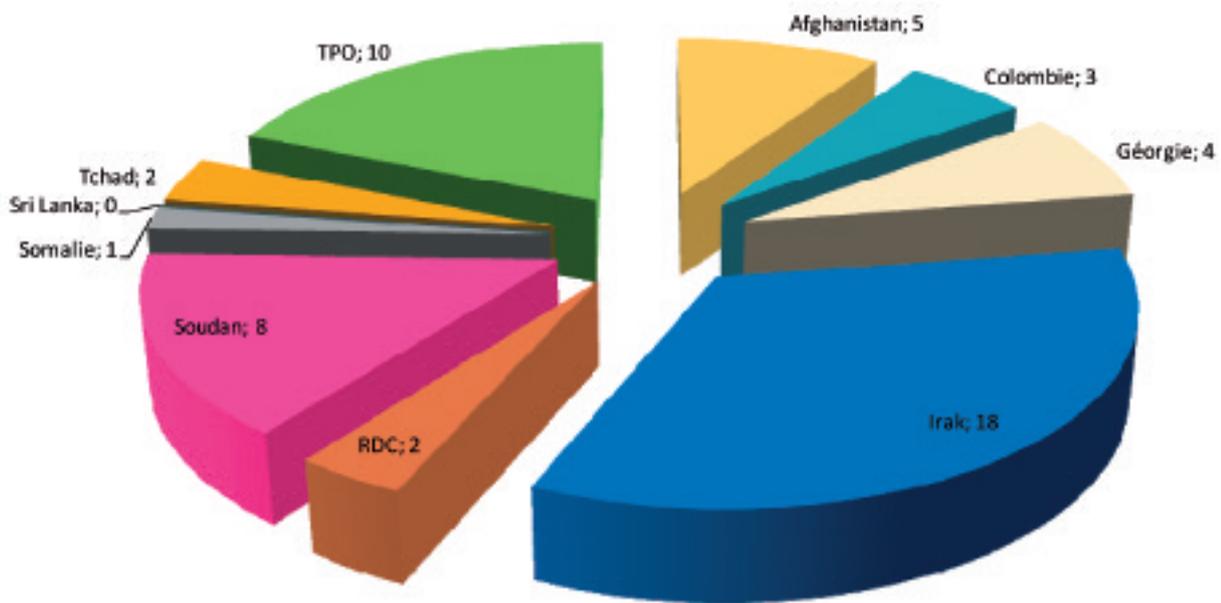
La résolution 1853 proroge pour un an le mandat du Groupe de contrôle chargé de veiller à l'application de l'embargo sur les livraisons d'armes et d'équipements militaires à la Somalie (embargo imposé par la résolution 733 ; 1992) en lui adjoignant un cinquième expert pour lui permettre de s'acquitter de son mandat élargi.



Camp de Muuri, sur la route de Mogadiscio, Somalie.

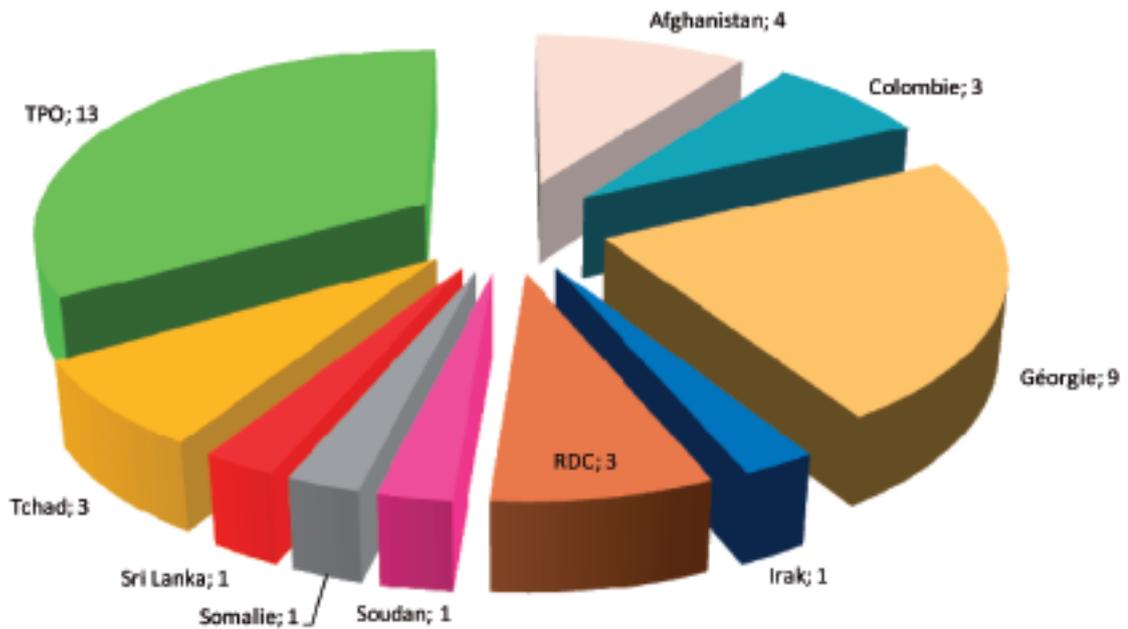
A la fin du mois de janvier 2008, environ 300 000 personnes ont dû fuir les camps, le long de la route entre Afgooye et Mogadiscio.

Déclarations du président Nicolas Sarkozy sur les pays étudiés en 2008 *



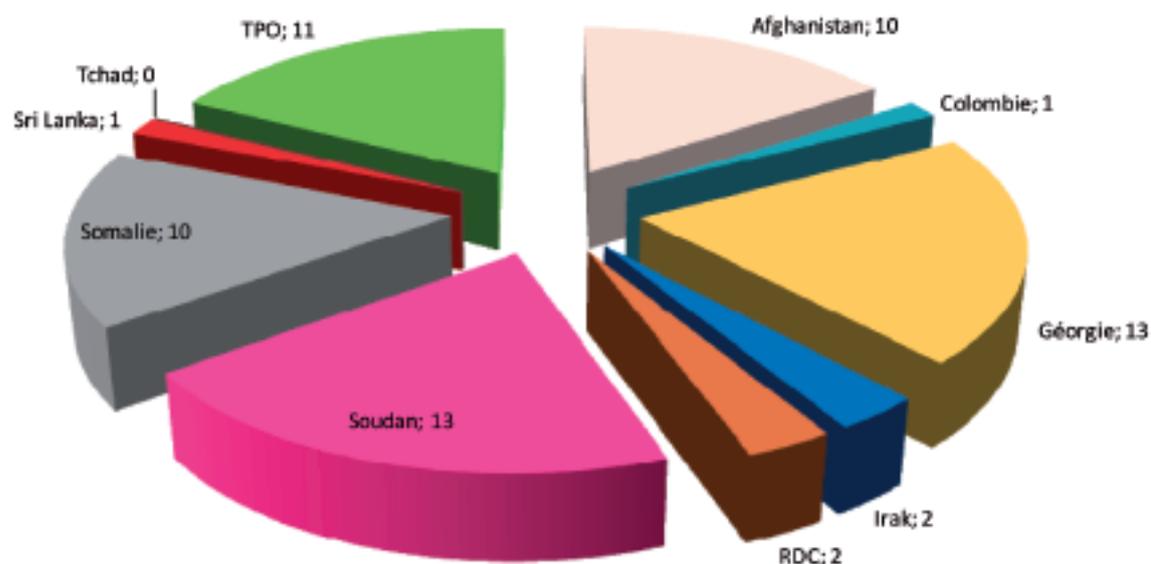
**Allocutions, communiqués, conférences de presse (ressources disponibles sur le site Internet de l'Élysée au 31 décembre 2008)*

Déclarations de Bernard Kouchner sur les pays étudiés en 2008 *



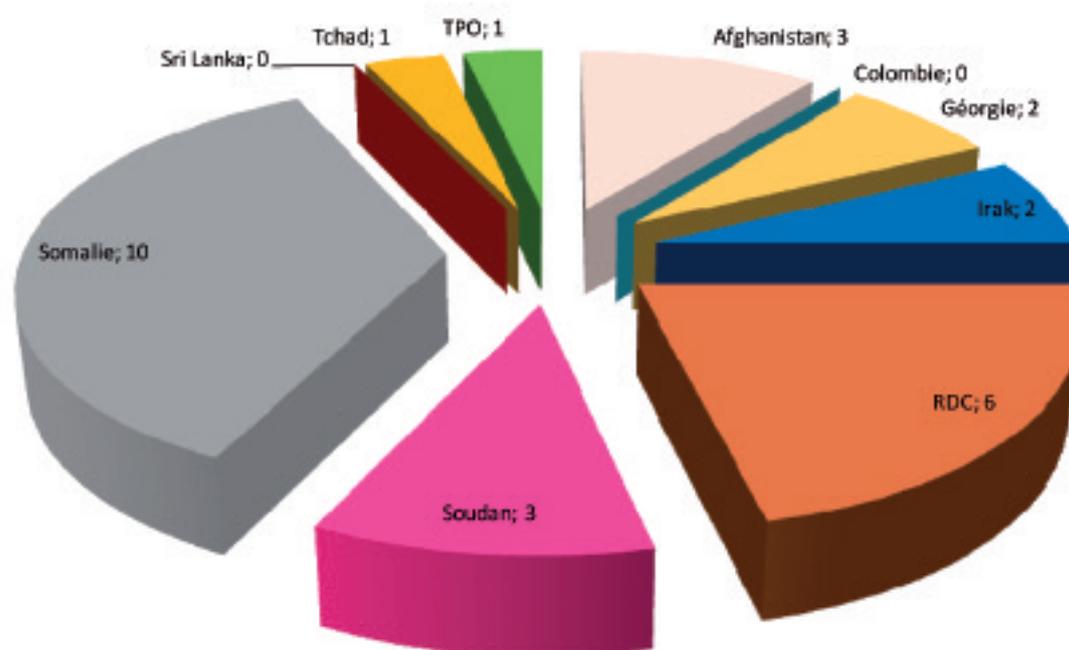
**Discours, points presse, conférences de presse (ressources disponibles sur le site Internet du ministère des Affaires étrangères au 31 décembre 2008)*

Déclarations de Politique européenne de Sécurité Commune (PESC) sous présidence française de l'Union européenne sur les pays étudiés en 2008 *



* à partir des ressources disponibles sur le site Internet de la présidence française de l'UE au 31 décembre 2008

Résolutions du Conseil de Sécurité des Nations unies concernant les pays étudiés en 2008 *



* à partir des ressources disponibles sur le site Internet du Conseil de Sécurité des Nations unies au 31 décembre

VI. MEDIAS

En 2008...

- ◆ En termes de nombres d'articles dans la presse, l'Irak a été deux fois plus couvert que la Géorgie, trois fois plus couvert que Gaza et environ 10 fois plus couvert que la République démocratique du Congo (RDC).
- ◆ En termes de dépêches en français de l'AFP, l'Afghanistan a été au moins trois fois plus couvert que la RDC, le Soudan ou le Darfour et au moins deux fois plus couvert que la Somalie.

Les médias ne sont pas seulement censés informer l'opinion publique et les décideurs à propos du monde tel qu'il est, mais aussi sur la mesure de ses changements au quotidien. L'image qu'ils donnent oriente de manière significative la perception de la communauté internationale comme son intérêt potentiel pour une crise ou un pays en particulier ; elle a donc un impact direct sur la volonté et la capacité des décideurs à mobiliser des ressources économiques, militaires ou diplomatiques pour résoudre un conflit et protéger les civils de manière adéquate dans un conflit donné. Ils peuvent également influencer sur la volonté ou la capacité des acteurs humanitaires à intervenir dans un pays donné.

Qualité (angle choisi ainsi qu'exactitude des faits et de l'analyse), autant que quantité dans la couverture médiatique, influent sans aucun doute sur les réponses politiques apportées aux crises. La comparaison de différentes couvertures médiatiques est très difficile, voire impossible à faire.

Cependant, il est possible de tirer quelques conclusions à partir d'une revue du volume de la couverture des conflits majeurs par cinq journaux quotidiens français généralistes en 2008 et des dépêches en français de deux agences de presse internationales.

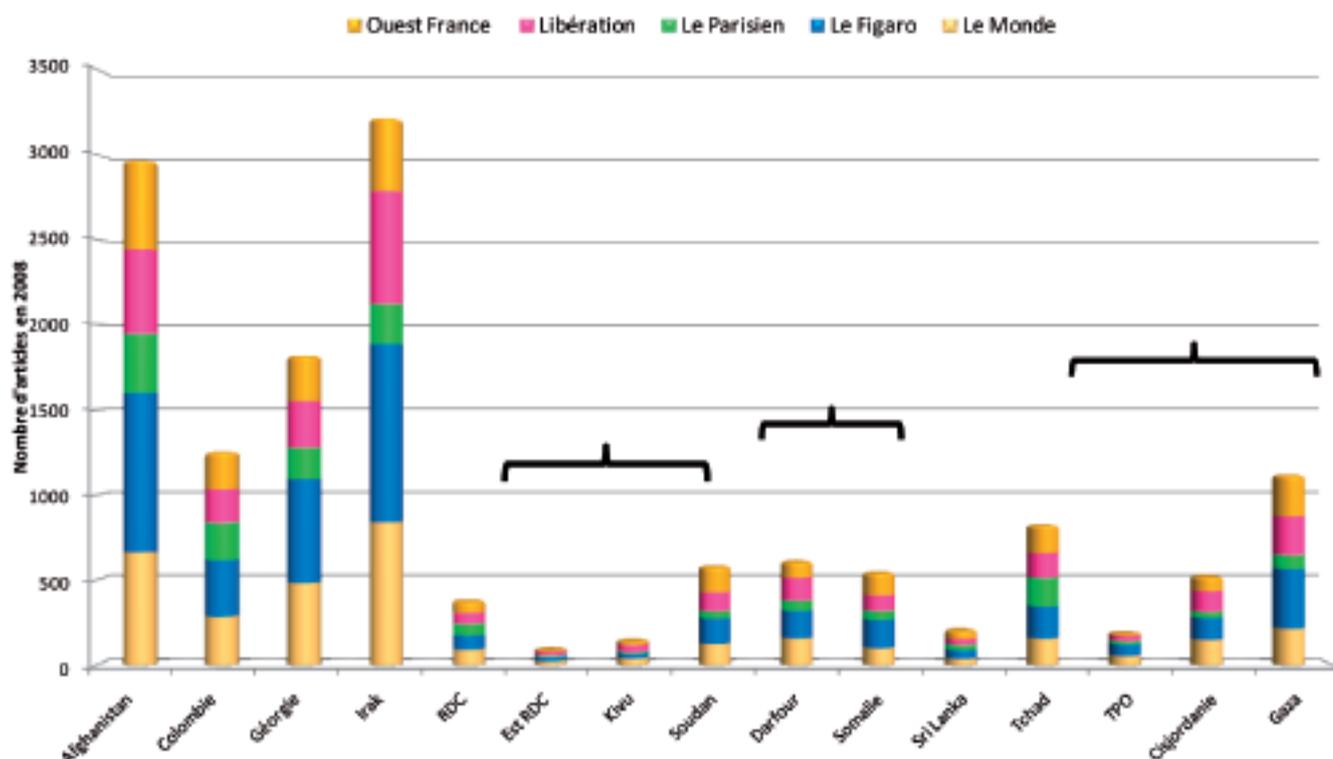
« Il y a un problème de violence sexuelle ici. Des hommes armés violent les femmes lorsqu'elles vont chercher du bois de chauffe et des légumes dans les champs. Je pense que ce genre de comportements devrait être dénoncé à la radio. Je crois que cela pourrait contribuer à les faire cesser. Cela donnerait honte à ceux qui les perpétuent. Les présentateurs radio devraient dénoncer les viols et dire dans quels camps ils ont lieu – et les condamner. Peut-être même notre Président devrait-il les condamner à la radio ».



20 novembre 2008

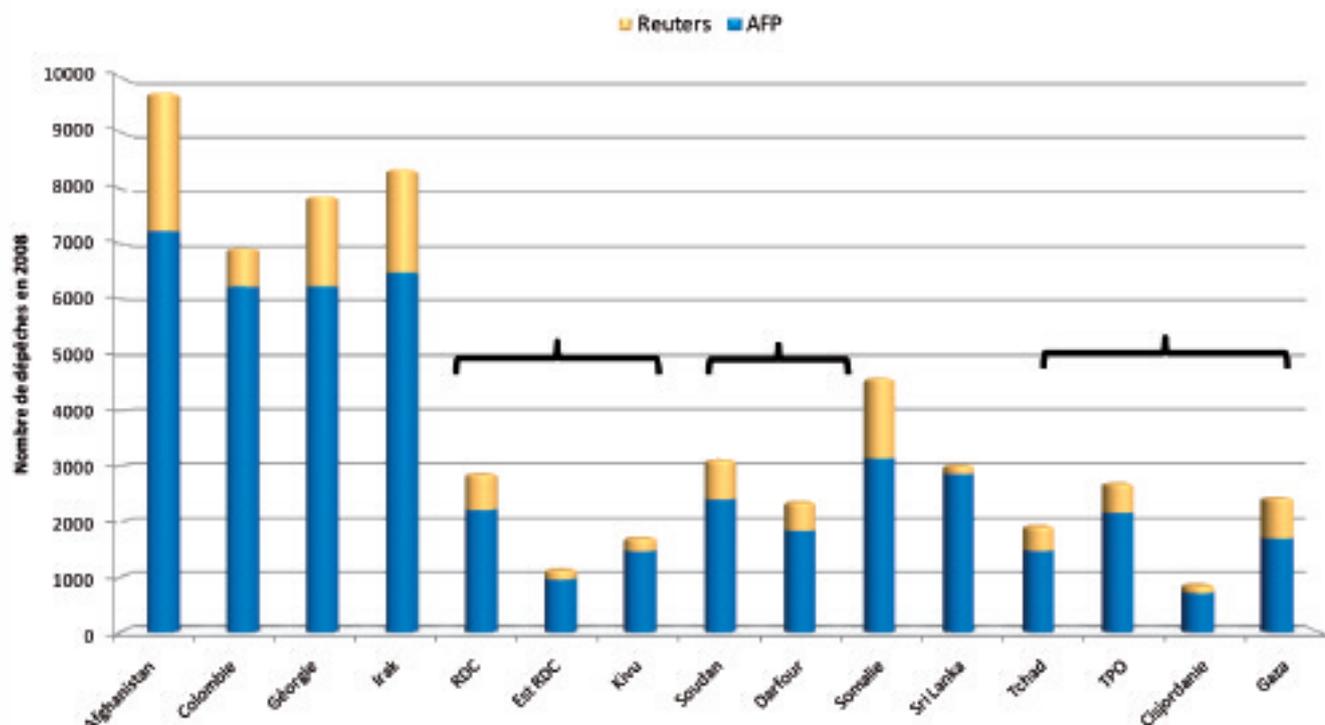
Martin_Hartberg

Couverture des conflits dans cinq journaux français en 2008



*Recherche effectuée à partir de la base de données Factiva pour l'année 2008

Dépêches AFP et Reuters en français en 2008

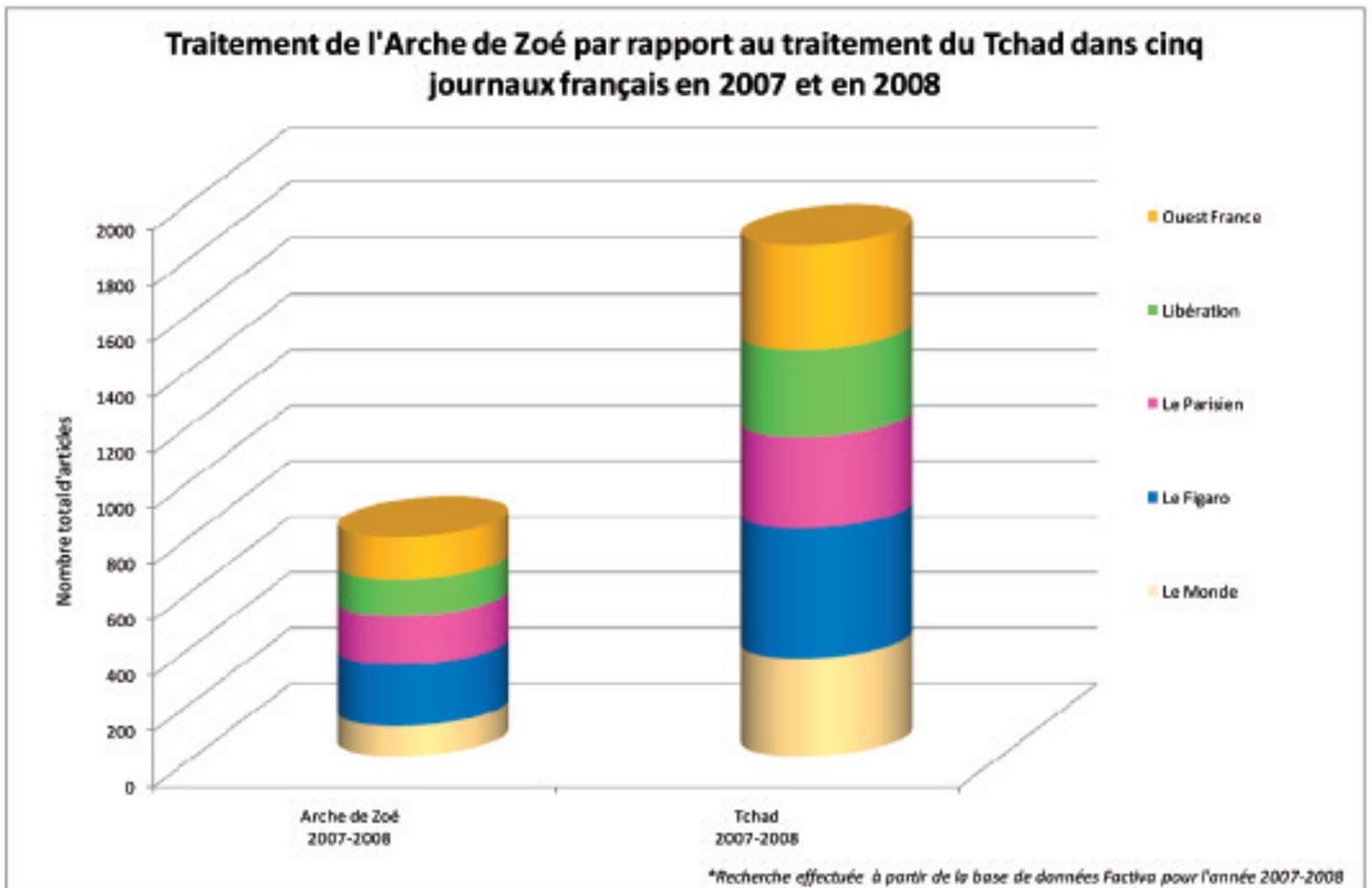


*Recherche effectuée à partir de la base de données Factiva pour l'année 2008

On constate que tant les quotidiens que les agences de presse ont particulièrement couvert l'Irak et l'Afghanistan ainsi que, dans une moindre mesure, la Colombie et la Géorgie. A l'inverse, agences et quotidiens n'ont que très peu traité de l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Les quotidiens se sont plus intéressés au Tchad et à Gaza alors que les agences ont plus traité la Somalie et le Sri Lanka.

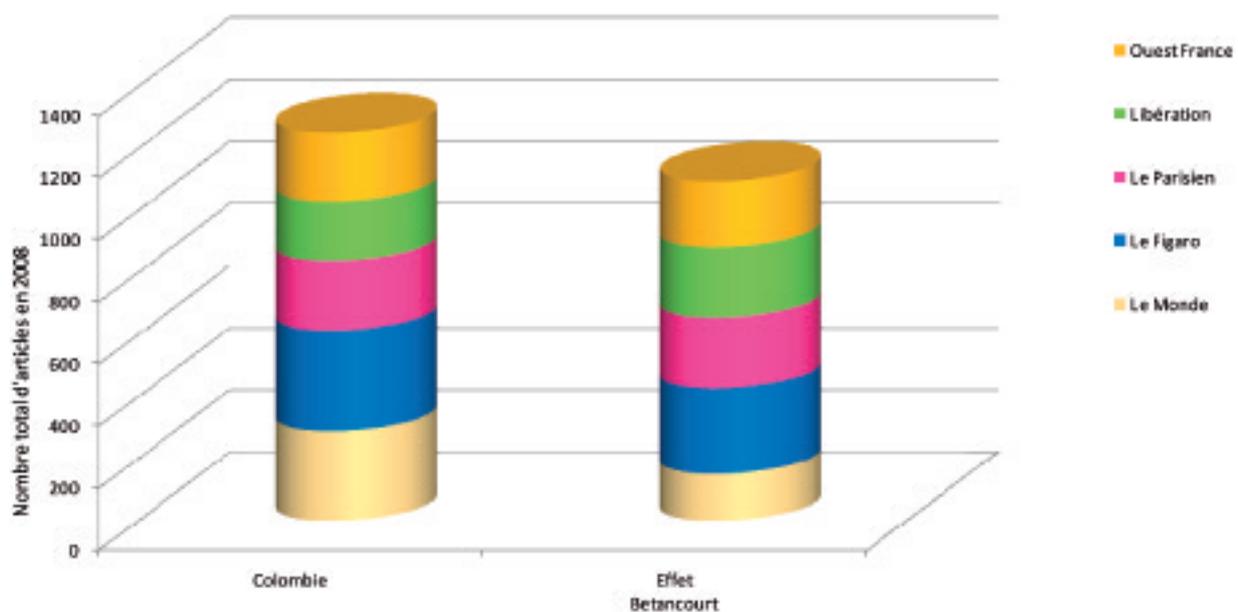
Ci-dessous, nous avons isolé la couverture médiatique de certaines crises ou événements dans un pays et à une période donnée par rapport au traitement reçu par le pays concerné tout au long de l'année 2008 – hormis pour le Tchad, dont l'épisode « Arche de Zoé » méritait un traitement particulier débordant sur 2007¹⁹. Ces « effets » montrent que l'attention reçue par plusieurs des pays en conflit de notre étude peut être fonction de questions ou d'événements connexes ou éloignés du conflit principal et de ses effets sur les populations.

Par exemple, entre le début du mois d'octobre 2007 (début de l'affaire « Arche de Zoé » au Tchad) et le 31 décembre 2007, pratiquement toute la couverture du Tchad est liée à l'affaire de l'Arche de Zoé. En 2008, il y a eu quasiment autant d'articles mentionnant Ingrid Betancourt que d'articles mentionnant la Colombie. La Somalie a quant à elle été médiatisée notamment dans le cadre de l'opération anti-piraterie envoyée par l'Union européenne (UE), sans que la crise humanitaire qui y perdure bénéficie de cette couverture médiatique. Enfin, plus de la moitié du volume des articles consacrés à la République démocratique du Congo (RDC) a été publiée après le 8 octobre 2008 (date de reprise du camp militaire de Rumangabo dans le Rutshuru, prélude de la reprise de l'offensive rebelle) alors que les combats avaient repris dès la fin août et avaient déjà provoqué le déplacement de 200 000 personnes supplémentaires à la fin septembre.



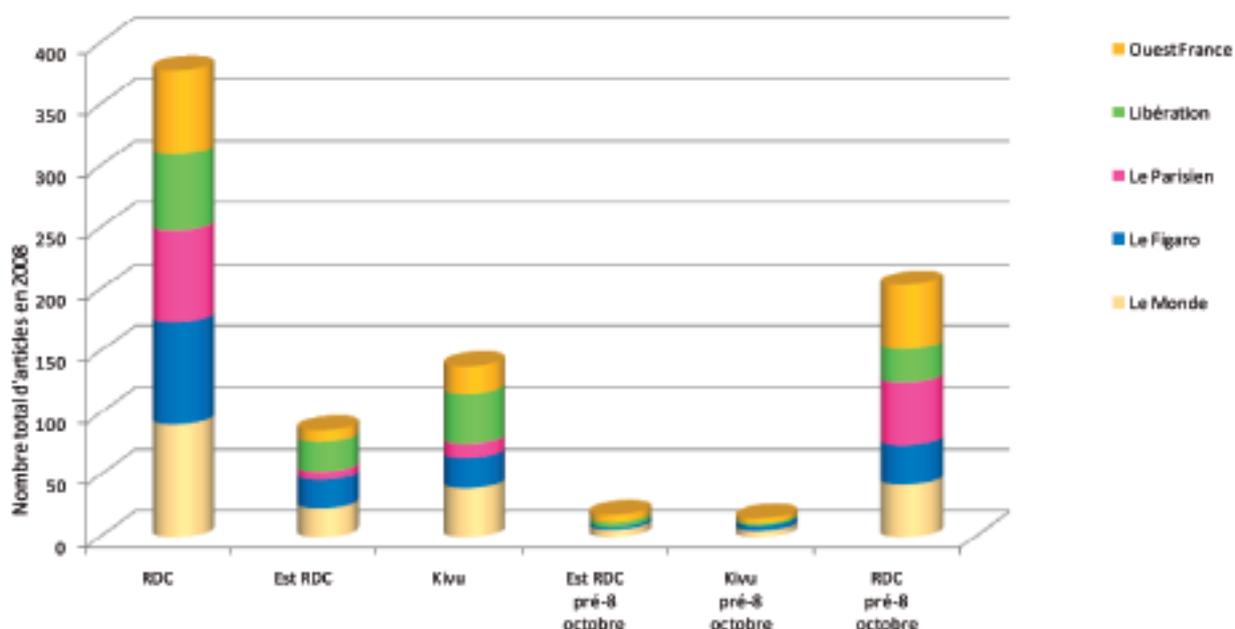
¹⁹ L'affaire de "l'Arche de Zoé" a éclaté au début du mois d'octobre 2007. Ainsi, pour évaluer son impact sur le traitement médiatique du Tchad, il était intéressant de comparer la couverture de ce dossier avec celle du Tchad sur la période spécifique du 1^{er} octobre au 31 décembre 2007 - puisqu'il allait de fait influencer le traitement du Tchad pour l'année 2008.

Traitement de l'effet Betancourt par rapport au traitement de la Colombie dans cinq journaux français en 2008



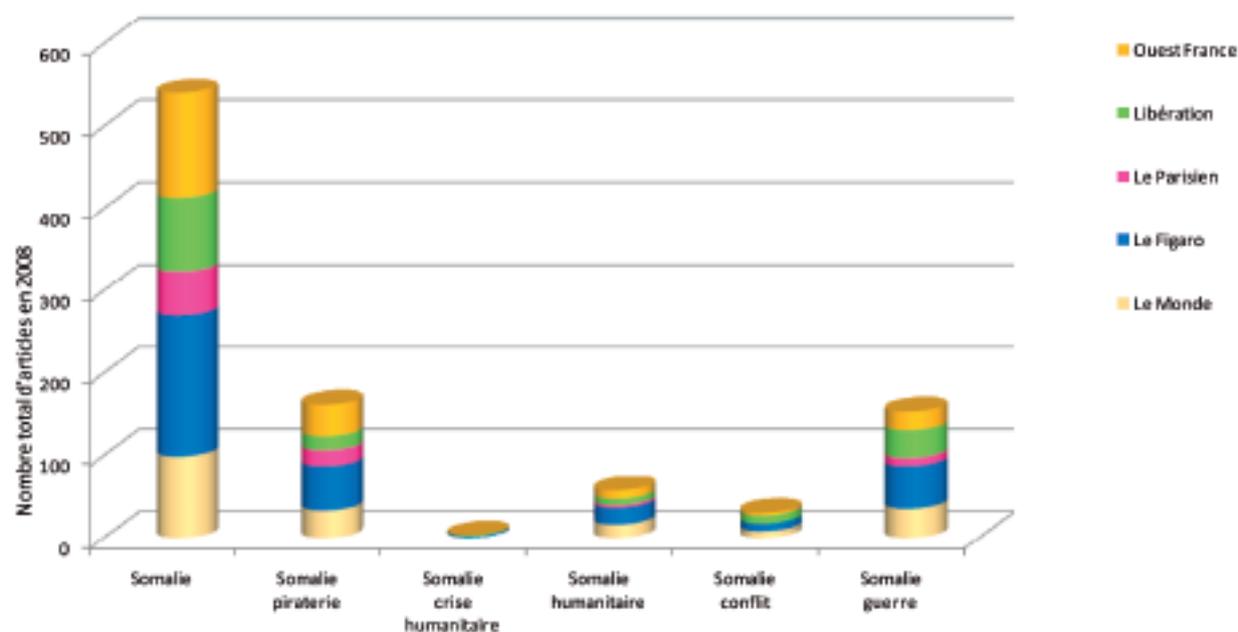
*Recherche effectuée à partir de la base de données Factiva pour l'année 2008

Traitement des différents effets de crise par région par rapport au traitement de la RDC dans cinq journaux français en 2008



*Recherche effectuée à partir de la base de données Factiva pour l'année 2008

Traitement des différents effets "crise-pays" par rapport au traitement de la Somalie dans cinq journaux français en 2008



*Recherche effectuée à partir de la base de données Factiva pour l'année 2008

ANNEXE I : L'ANALYSE D'OXFAM FRANCE – AGIR ICI EN 2008 SUR LES CONFLITS QU'ELLE TRAITE

1. Tchad p.28

Faits

L'analyse d'Oxfam France – Agir ici

2. Soudan p.30

Faits

L'analyse d'Oxfam France – Agir ici

- Eclairage : « Darfour six ans après : cinq mesures pour progresser »

3. République démocratique du Congo (RDC) p.33

Faits

L'analyse d'Oxfam France – Agir ici

4. Territoires palestiniens occupés / Israël (Tpo/I) p.35

Faits

L'analyse d'Oxfam France – Agir ici

- Pendant l'offensive israélienne
- Sur l'anniversaire de la conférence de Paris

ANNEXE II : METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE SUR LES MEDIAS p.37

ANNEXE III : LEXIQUE p.38

ANNEXE IV : BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE OXFAM INTERNATIONAL p.39

ANNEXE V : TABLEAUX STATISTIQUES p.40

ANNEXE I : L'ANALYSE D'OXFAM FRANCE – AGIR ICI SUR LES CONFLITS QU'ELLE TRAITE

1. Tchad

Faits

- ◆ Les indicateurs de santé y sont plus bas qu'au Soudan : la mortalité avant 5 ans et la mortalité maternelle y sont deux fois plus élevées, alors qu'on y recense deux fois moins d'accouchements assistés par du personnel médical qualifié et 10 fois moins de médecins qu'au Soudan.
- ◆ Environ 2 personnes sur 5 souffrent de malnutrition, soit 2 fois plus qu'au Soudan mais environ deux fois moins qu'en République démocratique du Congo (RDC).

L'analyse d'Oxfam France – Agir ici

Malgré le succès partiel, d'un point de vue logistique, du déploiement de la mission européenne EUFOR en mars 2008 et le fait qu'elle ait contribué à ramener un certain sentiment de sécurité au sein de la population civile, la situation globale de sécurité au Tchad ne s'est pas améliorée et les civils, autant que les personnels humanitaires dans l'est du Tchad, continuent d'être victimes de banditisme et de criminalité sur une base quotidienne. Tout d'abord, les réfugiés et déplacés sont de plus en plus vulnérables au recrutement forcé alors que les camps se militarisent de plus en plus. Ces menaces auxquelles font face civils et humanitaires sont exacerbées par la culture sous-jacente d'impunité qui résulte de la faiblesse du système judiciaire et de son manque de fiabilité à travers le pays. De plus, l'insécurité empêche la distribution de l'aide humanitaire puisque la détérioration significative de la situation sécuritaire depuis le début de l'année s'est traduite par une diminution de l'espace humanitaire.

Ce constat s'explique d'abord par les menaces de banditisme et de criminalité, qui ne pourront être résolues qu'à travers une présence de police adéquate et effective. Le lent déploiement de la police tchadienne entraînée par les unités des Nations unies, aussi connue sous le nom de Détachement Intégré de Sécurité (DIS), qui est responsable de la sécurité à l'intérieur des camps de réfugiés et des regroupements de déplacés où l'EUFOR n'opère pas, a retardé la réponse efficace à ce type de menaces dans les camps.

Pour résoudre de manière complète les problèmes de banditisme, de criminalité, d'impunité, et pour accompagner les Tchadiens dans la remise en place – voire, dans certaines zones, dans la mise en place – d'un Etat de

droit, chaque programme doit soutenir les systèmes de justice locale et nationale. La question de l'Etat de droit ne peut être résolue dans l'est du Tchad seulement, en isolant le reste du pays.

Le Conseil de sécurité devrait s'assurer que les menaces principales qui pèsent sur les civils – c'est-à-dire le banditisme et la criminalité, ainsi que les menaces à l'intérieur des camps et regroupements – sont résolues de manière adéquate.

Le Conseil de sécurité devrait également notifier de manière explicite au gouvernement tchadien la responsabilité de ce dernier en ce qui concerne le déploiement du DIS, la démonstration de sa détermination politique pour briser le cycle de l'impunité, et son engagement en faveur d'un processus de paix inclusif dans la perspective d'une stabilité et d'une sécurité durables au Tchad.

Au cours de l'année écoulée, en dépit de « l'Accord de Syrte » soutenu par la Libye entre le gouvernement du Tchad et les groupes rebelles, on a recensé au moins deux vagues majeures de combats entre rebelles et gouvernement. Malgré le ralliement d'un groupe dissident minoritaire du Ralliement des Forces pour le Changement (RFC) au cours de la saison des pluies, la plupart des groupes rebelles ont utilisé cette même saison pour se réarmer massivement, se préparant à un nouveau cycle de combats dans un futur proche tout en se regroupant et en s'unifiant.

Très peu de résultats ont été obtenus dans la mise en œuvre de l'accord du 13 août, sous l'égide de la Commission européenne, entre le gouvernement tchadien et l'opposition démocratique : son chapitre IV – supposé régler les causes profondes du conflit, comme la Réforme du Secteur de la Sécurité ou la gouvernance – est resté lettre morte.

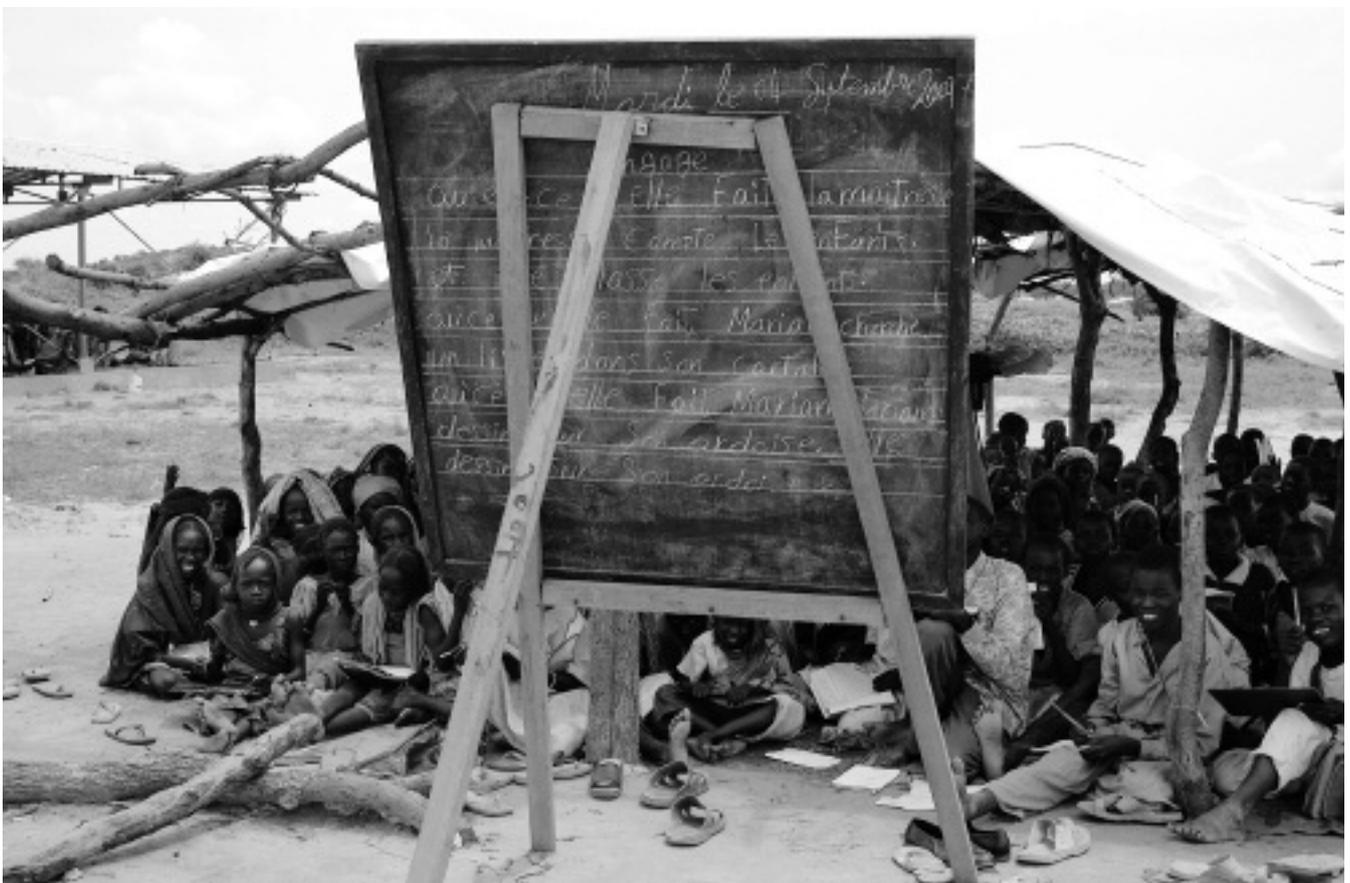
La communauté internationale, en particulier les pays ayant une influence importante sur le Tchad, doivent travailler avec le gouvernement tchadien pour trouver une formulation acceptable de processus de paix inclusif. Ce processus devrait prendre en considération les griefs de toutes les parties, ainsi que les questions traitant des violences interethniques, de la mauvaise gestion des ressources naturelles, de la représentation politique et de la réforme démocratique.

Le passage annoncé d'une force européenne à une force des Nations unies au 15 mars 2009 est bienvenu et nécessaire. La situation à l'Est du Tchad demeure particulièrement dangereuse et instable. Le banditisme, les tensions intercommunautaires, les pillages et la violence en général constituent encore une réalité quotidienne pour les centaines de milliers de personnes bloquées dans les camps de réfugiés et les sites de déplacés. Il est crucial de briser le cycle de l'impunité pour le futur de ce pays. Même si la responsabilité première en échoit au gouvernement tchadien, la mission des Nations unies devrait elle aussi pouvoir participer à la réforme du secteur de la sécurité et de l'Etat de droit. Il est par ailleurs indispensable qu'il n'y ait pas de vide sécuritaire au moment où l'EUFOR quittera le pays, en mars.

Il est très inquiétant de constater le retard du déploiement de la composante tchadienne de police et de gendarmerie de la mission. Il est vraiment regrettable que les Nations unies n'aient pas profité de la nouvelle résolution de janvier 2009 pour mettre en place un dispositif de police onusienne complémentaire ayant la capacité de faire respecter la loi, ce qui contribuerait à rendre l'est du Tchad plus sûr pour les civils.

Le principal problème, avec la résolution de janvier 2009 et à l'instar de la première en 2007, c'est qu'elle autorise le déploiement d'une mission de l'ONU sans jamais s'attaquer aux racines de ce conflit interne qui perdure.

Cette résolution aurait dû donner à l'ONU le mandat et l'autorité pour joindre bout à bout les différents processus politiques en cours. Si le conflit interne n'est pas résolu, les centaines de milliers de Tchadiens qui ont été forcés de fuir ne seront jamais en mesure de rentrer définitivement chez eux. Il faut régler les causes profondes du conflit, comme la mauvaise gestion des ressources naturelles, la représentation politique et la réforme démocratique.



Brigitte_Lacombe.

Il n'y a pas de bâtiment pour l'école à Goz Beida, juste un simple tableau noir et un abri en tissu, Tchad, 2007.

La confédération Oxfam International travaille avec les réfugiés issus du Darfour et les déplacés internes dans les camps de Gouroukoun, Koloma, Gassire et Koubigou.

2. Soudan

Faits

- ◆ Le Soudan a le plus grand nombre de déplacés internes au monde, soit 5 millions de personnes environ, dont 4,25 millions pour la seule région du Darfour. A la fin 2008, le Sri Lanka avait pour sa part environ 10 fois moins de déplacés. Si l'on rapporte le montant total de l'aide humanitaire qu'a reçue le Soudan en 2008 au nombre de déplacés que le pays comptait l'année dernière, on trouve en moyenne 335 dollars par déplacé: en proportion, c'est 8 fois moins que pour chaque déplacé afghan.
- ◆ Les enfants de moins de 5 ans souffrent particulièrement de la crise en cours et présentent les taux de sous poids et d'émaciation à la naissance les plus élevés parmi les dix pays étudiés.
- ◆ La Mission des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour (MINUAD) est censée être la plus importante opération de maintien de la paix des Nations unies, avec environ 26 000 hommes. Cependant, au 31 décembre 2008, seulement 12 134 unités avaient effectivement été déployées. A la fin de 2008, il y avait encore en moyenne pour chaque déplacé 5 fois plus de troupes internationales au Tchad, 11 fois plus en Irak.
- ◆ Il y a eu 285 000 personnes nouvellement déplacées au Soudan en 2008, soit deux fois plus que le nombre de déplacés à cause du conflit en Géorgie. Durant sa présidence de l'Union européenne, la France a fait 8 déclarations sur le Soudan et 12 sur la situation en Géorgie.
- ◆ Le président français a fait deux fois plus de déclarations sur l'Irak que sur le Soudan en 2008.

L'analyse d'Oxfam France – Agir ici

Sud-Soudan et Accord de Paix global

- ◆ Le 9 janvier 2009 a marqué le quatrième anniversaire de la signature de l'Accord de Paix global (CPA) entre Khartoum et le Mouvement de Libération du Peuple du Soudan (SPLM).
- ◆ Quatre années après la signature du CPA, la paix tient toujours, mais de justesse. En effet, le processus de paix est fragile et pourrait facilement dérailler. La communauté internationale doit s'impliquer davantage afin que le CPA soit respecté. Deux millions de personnes sont mortes durant des décennies de guerre : on ne peut mettre davantage de vies en danger et les importants efforts diplomatiques qui ont été consentis ne doivent pas être gâchés.

◆ L'attention portée par les dirigeants du monde sur les souffrances humaines en cours au Darfour est bienvenue, mais malheureusement cela s'est traduit par un désintérêt du monde pour ce qui se passe dans le reste du pays. Il est indispensable de résoudre le conflit du Darfour, mais cela ne devrait pas se faire au détriment du CPA. Les deux conflits sont étroitement imbriqués et les lents progrès dans la mise en œuvre du CPA affaiblissent les efforts pour apporter une paix durable au Darfour. Ce dernier constitue l'une des principales crises au monde, mais un nouveau conflit entre le Nord et le Sud-Soudan pourrait avoir des conséquences encore plus dévastatrices pour les populations soudanaises et pour la région. Neuf pays sont frontaliers du Soudan et la plupart d'entre eux ont été affectés par les guerres civiles du Soudan.

◆ En particulier au sud du Soudan, les attentes des gens en matière de développement et de reconstruction dans la foulée du CPA n'ont pas été comblées. Cette région demeure l'une des plus pauvres en Afrique : la plupart des besoins les plus élémentaires n'y sont pas satisfaits et les gens n'ont qu'un accès limité à des services de base comme l'éducation, l'eau ou la santé. La communauté internationale, les bailleurs de fonds et les signataires du CPA doivent s'assurer que toutes les populations à travers le Soudan puissent partager les dividendes qui ont été promis avec la paix.

◆ La sécurité au sud du Soudan s'est grandement améliorée depuis la signature du CPA et la fin de cette guerre civile des plus violentes. Mais l'insécurité demeure une préoccupation majeure pour les civils dans de nombreux endroits. Sans progrès significatifs au niveau de la sécurité communautaire et de la réforme du Secteur de la Sécurité, les tensions politiques ou conflits locaux pourraient rapidement dégénérer en violences à grande échelle. Des groupes et milices armés continuent d'agir dans la région ; les armes légères sont facilement disponibles ; les forces de police locales sont débordées et se plaignent d'un manque de ressources ; les tensions entre groupes tribaux persistent et les pillages de bétail se poursuivent ; et dans l'extrême sud du pays, les activités de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) continuent de causer de terribles souffrances aux civils

◆ Les efforts internationaux pour superviser et garantir la mise en œuvre du CPA doivent inclure les entités régionales comme l'Union africaine et l'autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) – qui ont joué un rôle clé pour aboutir à cet accord de paix – ainsi que les pays occidentaux ayant le plus d'influence sur les différentes parties. Les membres de l'Union africaine peuvent et devraient jouer un rôle significatif pour aider les parties à résoudre leurs différends.

Eclairage : « Darfour six ans après, cinq mesures pour progresser » Oxfam International

« Nous ne voulons pas être encore assis dans des camps après dix ans de guerre. Cela a déjà assez duré. Nous voulons nous sentir en sécurité à nouveau. »

Ali Suleiman, une habitante du nord du Darfour

Après six ans, il ne faut pas laisser la crise du Darfour sombrer dans l'oubli, s'éloigner de l'attention mondiale et se prolonger davantage. 4,5 millions de personnes touchées par le conflit ont besoin d'aide, et ce nombre ne cesse d'augmenter alors que les violences se poursuivent. Oxfam International a souligné cinq mesures à prendre pour améliorer la vie des gens sans plus tarder :

1. Mettre un terme à la violence

Il ne peut y avoir d'issue au conflit du Darfour tant que les différentes parties ne cessent pas les combats ni les attaques contre les civils. Pourtant la violence continue, causant d'indicibles souffrances pour des millions de personnes, tandis que des milliers de personnes continuent d'être déplacées au fil des semaines. Les citoyens à travers le monde doivent faire savoir à leurs responsables politiques qu'ils ne sauraient tolérer davantage les souffrances de tant de Darfouris. La communauté internationale doit mettre davantage de pression et de façon continue sur toutes les parties pour qu'elles cessent immédiatement les hostilités et retournent à la table des négociations.

2. Accorder aux gens la protection qu'ils méritent

Pour tenter d'apporter un tant soit peu de sécurité au Darfour, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé à l'unanimité de déployer la MINUAD, la plus large force de maintien de la paix au monde. Pourtant, 18 mois après la résolution 1769 du CSNU, et bientôt un an après l'arrivée officielle de la force sur le terrain, la MINUAD souffre toujours d'un manque de capacité critique et elle ne peut assurer la protection des populations. Moins de 60% de ses 26 000 personnels sont à ce jour déployés, manquant par ailleurs cruellement des équipements de base et de formations spécialisées pour mettre en œuvre leur mission. Pas plus de 3 des 19 unités de police armée ont été déployées et la force attend toujours les 24 hélicoptères de réponse rapide, nécessaires à la surveillance d'une zone grande comme deux fois le Royaume-Uni.

Alors que la MINUAD souffre d'un sérieux manque de capacités, elle a démontré qu'elle pouvait tout de même avoir un certain impact avec les ressources à sa disposition – si elle fait de ses activités de protection des populations sa priorité effective. Par exemple, les femmes sont régulièrement victimes d'attaques et de harcèlement lorsqu'elles sortent pour aller ramasser du bois de chauffe ou au marché. Lorsque la MINUAD a mis en place des patrouilles pour les accompagner, les femmes ont rapporté se sentir considérablement plus en sécurité et beaucoup moins vulnérables aux attaques dans certaines zones. La MINUAD doit faire de ces patrouilles une priorité, comme pour les patrouilles le long des routes principales afin d'assurer la continuité des livraisons d'aide humanitaire essentielle pour les personnes dans le besoin.

Beaucoup de communautés font part d'un sentiment de peur et de vulnérabilité principalement la nuit, lorsque des hommes armés harcèlent et intimident les civils de manière systématique. Pourtant, dans certains endroits, les personnels de la MINUAD ne sont présents que la journée. Les efforts pour mettre en place une présence permanente, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 dans des zones comme le camp de Kalma au sud du Darfour, sont bienvenus – mais ils doivent être étendus d'urgence ailleurs.

3. Maintenir la réponse humanitaire

La réponse humanitaire au Darfour est l'une des plus importantes dans le monde et a eu un impact considérable sur la vie des gens. Dans les premiers temps de la crise, de grands nombres de personnes mouraient de malnutrition et de maladie, mais avec le temps, les taux de mortalité ont été réduits, l'accès des gens à des services vitaux comme l'eau, la nourriture ou les soins de santé a été augmenté. Cependant, les attaques quotidiennes à l'encontre des travailleurs humanitaires font du Darfour un endroit où il est de plus en plus difficile et dangereux de travailler. Les personnels d'Oxfam International présents sur place parviennent encore à venir en aide à plus de 400 000 personnes, mais avec de plus en plus de difficultés. La communauté internationale doit faire en sorte que toutes les parties respectent le droit international humanitaire et que l'aide puisse parvenir à ceux qui en ont cruellement besoin.

4. Des pourparlers de paix inclusifs

En dépit du gigantesque effort humanitaire et au-delà du besoin d'une force de protection plus robuste, la seule solution durable au conflit du Darfour est politique. Le processus de paix a de nouveau récemment piétiné et nos dirigeants doivent faire preuve d'un engagement continu et coordonné pour relancer les efforts en vue d'unifier les innombrables factions et ramener toutes les parties à la table des négociations. Davantage d'énergie doit être déployée pour s'assurer que de tels pourparlers seront réellement représentatifs des populations darfouris, en impliquant davantage la société civile et des groupes marginalisés, afin de refléter effectivement les besoins et préoccupations des nombreux groupes ethniques du Darfour.

5. Ne pas laisser tomber le Darfour

Tandis que les soldats et miliciens continuent de se battre, ce sont les simples Darfouris qui en subissent les conséquences. Ceux-ci ne veulent rien de plus que la fin du conflit et pouvoir retourner à leur vie normale – mais ils ont besoin de notre aide pour cela. Les citoyens à travers le monde ne doivent pas permettre qu'on détourne l'attention du Darfour après 6 ans : cela ne doit pas devenir une énième « crise oubliée ». S'y résigner condamnerait des millions de personnes à des années supplémentaires de souffrance.

“La vie ici est très différente. Ça ne ressemble pas du tout à la vie que nous menions auparavant. Ici, dans le camp, nous restons assis sans rien à faire. Au village, nous étions très occupés en permanence... à travailler dans les fermes, à faire du commerce sur les marchés, à rassembler les troupeaux. Ici, il n’y a pas d’opportunités d’emplois, pas de salaire. Nous souffrons donc... la nourriture ne suffit pas. Il y a toujours eu assez de nourriture dans le village, d’eau également. »
Après quelques instants de silence, elle ajoute : « J’espère que la paix viendra bientôt, et j’espère que nous pourrions bientôt rentrer dans nos villages. J’espère que nous pourrions bientôt reprendre le cours de nos vies. »



Jane_Beesley

Khadeja Mohamed Ibrahim, El Fasher, nord du Darfour

3. République démocratique du Congo (RDC)

Faits

- ◆ En 2008, la reprise des combats a causé le déplacement de 500 000 personnes supplémentaires (2ème plus important mouvement de population en 2008 après la Somalie).
- ◆ Selon la FAO, 75% de la population est mal nourrie : c'est davantage qu'en Somalie, presque 2 fois plus qu'au Tchad et 3 fois plus qu'au Soudan.
- ◆ Si l'on rapporte l'aide d'urgence totale au nombre de déplacés, un déplacé congolais a bénéficié en moyenne de 443 dollars d'aide d'urgence en 2008 : c'est 3 fois moins qu'un déplacé Tchadien et 6 fois moins qu'un déplacé afghan.
- ◆ Il y a actuellement 31 soldats de maintien de la paix pour 100 000 habitants en RDC : en termes relatifs, il y en a presque 2 fois plus au Soudan, 6 fois plus en Afghanistan.

L'analyse d'Oxfam France – Agir ici

L'accord de paix établi à Goma au début de 2008 n'est pas parvenu à faire taire les armes, et les populations de l'est du Congo continuent de souffrir, à fuir et à courir pour sauver leur vie. Les parties au conflit doivent d'urgence redoubler d'efforts pour mettre en œuvre les engagements qu'elles ont pris pour protéger les civils.

Les filles et les femmes subissent particulièrement la violence qui se poursuit. Plus de 2 200 cas de viol ont été rapportés en juin 2008 pour la seule province du Nord Kivu, alors que le nombre réel de victimes est sans doute bien plus élevé.

La crise en République démocratique du Congo (RDC) est une horreur pour les centaines de milliers de personnes déplacées du fait des violences continues, tandis que les agences humanitaires ont de plus en plus de difficultés à atteindre ceux qui sont dans le besoin extrême. Les combats se poursuivent entre différentes factions, il y a encore de nombreux hommes armés dans toute la région qui terrorisent les populations locales, forçant chaque jour des centaines de Congolaises et Congolais à fuir leurs foyers. Ces gens ne peuvent attendre plus longtemps une meilleure protection.

Oxfam France - Agir ici a salué l'engagement de la France en faveur de l'autorisation du déploiement de 3 000 soldats et officiers de police supplémentaires au sein de la Mission des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC). Le renforcement de cette mission est en effet indispensable pour garantir une protection efficace des civils, pour améliorer globalement la sécurité et l'accès humanitaire et pour créer les conditions nécessaires au dialogue politique. Le déploiement de troupes doit être combiné avec des pressions diplomatiques soutenues pour parvenir à une solution politique et traiter les causes structurelles du conflit. En outre, il doit être associé à la définition d'une ligne politique claire pour améliorer l'efficacité de la MONUC auprès des civils et réduire les menaces auxquelles ceux-ci font face. Les engagements pour clarifier les instructions et garantir la mise en œuvre intégrale du mandat de protection des civils de la mission sont cruciaux et particulièrement bienvenus. Quoi qu'il en soit, dans les circonstances actuelles, il faut faire davantage pour désamorcer le conflit et créer l'espace nécessaire à l'acheminement de l'aide et à la tenue d'un indispensable dialogue politique.



Photo de Fidel en RDC. 27 juin 2008.

Une jeune mère et son nouveau-né

« **Je suis arrivée ici il y a deux mois**, lorsque les combats ont commencé à s'intensifier. Pour nous, la situation est très vite devenue menaçante. Une nuit, un voisin a été assassiné par balles par des hommes armés. Nous avons vu les trous des balles dans sa maison et avons su qu'il fallait partir. »

« **J'étais enceinte de sept mois** – ce petit est né il y a tout juste quelques semaines – et j'ai pris la fuite accompagnée de mon mari et de nos sept autres enfants. Mon mari a porté notre plus petit enfant. Les autres ont dû marcher. Il nous a fallu deux jours pour arriver jusqu'ici à pied. Une nuit, nous avons dormi sur le bord de la route, sans abri. Il pleuvait. Oui, en fait, il pleuvait cette nuit-là. J'étais épuisée lorsque je suis parvenue ici. »

« **J'ai mis ce petit au monde dans le camp**. Il est fragile et je suis inquiète des conditions dans lesquelles il dort. Nous vivons dans un hangar avec d'autres familles. Il pleure souvent à cause du froid. Nous dormons sur le sol. J'ai besoin de couvertures et de vêtements chauds pour lui. »

« **Nous n'avons droit à aucun répit**. Nous entendons des tirs. Pas tous les jours, mais cela suffit pour vous maintenir effrayés. »



Rebecca_Wynn/Oxfam

19 novembre 2008

« **Il n'y a pas de dignité** lorsqu'on est une femme dans cet endroit. C'est une offense à la dignité de la femme. Regardez nos enfants, ils deviennent si sales et malades – ils ont tous le nez qui coule. Nous aussi, nous devenons si sales. Il n'y a pas d'endroit pour se laver. Je dors sur le sol en graviers de cette église. Je n'ai même pas de couvertures. J'habite ici avec mes deux enfants. L'un a à peine un an. L'autre en a sept. »

« **J'ai perdu la trace de mon mari** sur la route. Chaque jour, l'aîné [de mes enfants] me pose des questions à son propos. Je lui réponds qu'il va revenir. Et cela me maintient en vie de dire cela. Des miracles ont eu lieu. La femme de mon ami a mis au monde un bébé dans les bois. Elle s'y est cachée des hommes armés et se trouve maintenant à Kibati. Mon mari et moi nous sommes perdus dans la foule. Il y avait des tirs. Il a couru dans un sens et j'ai couru dans un autre. Je l'ai cherché ici à travers le camp – mais je n'ai pas vu son visage. J'espère qu'il se trouve dans un autre camp. Je ne veux pas penser qu'il est peut-être mort. »

« **Je vivais une belle vie**. J'étais commerçante. Je vivais dans une maison en bois, surmontée par un toit en étain. Maintenant, je me retrouve dans cette église. Une église faite de bâches en plastique, avec des graviers sur le sol. Il y avait des gens plus pauvres et des gens plus riches dans mon village. Les plus riches vivaient dans des maisons en briques et les plus pauvres sous des bâches en plastique. Mais je pense que nous étions tous heureux. Mêmes ceux qui vivaient sous les bâches en plastique avaient de la nourriture et pouvaient subvenir à leurs besoins en travaillant dans les champs. »



Martin_Harberg/Oxfam

20 novembre 2008

« **Il y a quelques semaines**, il y a eu une fusillade près du camp. Beaucoup ont fui Goma par souci de sécurité, mais ils ont dû se résoudre à dormir à la belle étoile. D'autres fusillades ont eu lieu il y a quelques jours et nous avons fui vers les villages alentours. Puis nous sommes revenus. Nous préférons rester tous ensemble dans cette église. »

« **Il y a un problème de violence sexuelle** ici. Des hommes armés violent les femmes lorsqu'elles vont chercher du bois de chauffe et des légumes dans les champs. Je pense que ce genre de comportements devrait être dénoncé à la radio. Je crois que cela pourrait contribuer à les faire cesser. Cela donnerait honte à ceux qui les perpétuent. Les présentateurs radio devraient dénoncer les viols et dire dans quels camps ils ont lieu – et les condamner. Peut-être même notre Président devrait-il les condamner à la radio. »

4. Territoire palestinien occupé / Israël (Tpo/I)

Faits

- ◆ En 2008, les habitants du Tpo ont reçu le plus haut montant d'aide humanitaire par habitant ; soit environ 13 fois plus que les Congolais ou 4 fois plus que les Tchadiens.
- ◆ En 2008, le Conseil de sécurité des Nations unies n'a adopté qu'une résolution juridiquement contraignante sur le Proche-Orient, la 8^e seulement en 8 ans. Entre temps, il a adopté 10 résolutions sur la Somalie en 2008 et 27 depuis 2000.
- ◆ L'année dernière, le ministre Bernard Kouchner s'est rendu 4 fois dans la région et le président Nicolas Sarkozy une fois, lors d'une visite d'Etat en Israël : il s'agit de la démonstration de diplomatie la plus intensive de la part des officiels français.

Cependant, pendant l'offensive israélienne à la fin de l'année 2008, et suite à celle-ci, la plupart des données humanitaires ont beaucoup changé, par exemple :

- ◆ 530 000 personnes n'avaient plus accès à l'eau potable ;
- ◆ Les services sanitaires (notamment le traitement des déchets solides) ne fonctionnaient plus à cause des combats ;
- ◆ 80 000 à 90 000 personnes ont été déplacées, dont presque 50 000 enfants selon Al Mezan Centre for Human Rights. Environ 25 000 personnes se sont réfugiées dans 24 abris d'urgence des Nations unies, dans des conditions très difficiles.

L'analyse d'Oxfam France – Agir ici

◆ Rappel : janvier 2009, pendant l'offensive israélienne

La crise humanitaire s'aggrave de jour en jour. Les hôpitaux sont débordés par les arrivées de nouvelles victimes. Des égouts non traités se déversent dans les rues de Beit Hanoun, une ville de plus de 20 000 habitants. L'administration centrale de l'eau a un stock en carburant et en chlore de deux jours seulement. Dans beaucoup d'endroits, les approvisionnements en eau sont restreints à quelques heures par jour. La nourriture et le carburant se font également de plus en plus rares et il y a jusqu'à 300 mètres de queue devant certaines boulangeries.

La nourriture et le carburant manquent terriblement. 80% de la population à Gaza dépendaient déjà de l'aide alimentaire. Un peu d'aide alimentaire est toujours disponible à Gaza mais les bombardements empêchent les agences humanitaires de procéder aux distributions et lorsque la nourriture est disponible sur les marchés, les prix ont été multipliés par trois. La crise est de plus en plus terrible pour les plus vulnérables. Même lorsque les gens obtiennent de la nourriture, ils doivent la cuisiner et le carburant pour cela manque également. Beaucoup de boulangeries manquent à la fois de farine et de carburant et elles ne vendent plus de pain.

Le temps de la diplomatie de velours est révolu. L'Union européenne (UE) doit mettre une pression maximum sur toutes les parties pour trouver un accord de cessez-le-feu immédiat et durable, permettre un accès humanitaire sans entrave et reprendre la quête d'une solution pacifique.

Les bombardements israéliens sont excessifs, tout comme les tirs de roquettes du Hamas sont indiscriminés, et aucune des parties ne respecte le droit international humanitaire (DIH).

L'armée israélienne a attaqué à plusieurs reprises et en connaissance de cause des cibles civiles, comme des stations de police, des mosquées, une université, des écoles et des maisons.

Oxfam France – Agir ici demande une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant un arrêt immédiat des violences à Gaza et en Israël de la part de toutes les parties, l'engagement de tous les acteurs à un cessez-le-feu complet et permanent, et l'autorisation par Israël – comme le non blocage de la part du Hamas et des autres parties – d'un accès immédiat vers et de Gaza pour les biens humanitaires et commerciaux et la population, en mettant fin au blocus.

Le mécanisme de pauses quotidiennes temporaires s'est avéré complètement inadéquat. Le gouvernement israélien devrait remplacer ce mécanisme dangereux et inefficace de contrôle de l'accès humanitaire par une halte complète des hostilités, qui doit être respectée par toutes les parties du conflit. Le gouvernement israélien a la responsabilité légale de faciliter un accès humanitaire sécurisé et sans entrave ; il ne devrait ni le limiter ni le contrôler.

◆ Sur l'anniversaire de la Conférence des donateurs de Paris

Les principales sources d'inquiétude dans le Territoire palestinien occupé (Tpo) demeurent les politiques israéliennes de restriction de mouvement et d'accès. Par conséquent, des sommes colossales sont gâchées : 1,62 milliard de dollars d'aide internationale à l'AP en 2008 seulement pour l'établissement d'un Etat palestinien viable « avant la fin de l'année 2008 » - un montant en augmentation constante depuis les accords d'Oslo.

Alors que le principal enjeu de l'aide internationale était de promouvoir le développement et par là même d'améliorer la vie des populations civiles ainsi que de faciliter les réformes nécessaires de l'Autorité palestinienne pour une transition vers la création d'un Etat viable, il n'a cessé d'être contredit dans les faits par la politique israélienne de blocage à Gaza et les restrictions de mouvement en Cisjordanie.

Le contexte en Territoire palestinien occupé (Tpo) contredit clairement les objectifs énoncés au cours de la conférence.

Des mesures devraient être prises pour garantir que les obstacles à l'usage efficace des fonds issus de la conférence de Paris soient levés et les pertes recouvrées. Dans le cadre de son travail pour promouvoir l'accès et le mouvement contre le blocus en Tpo, l'UE devrait réitérer ses exigences pour stopper l'occupation israélienne. Cela devrait inclure le démantèlement des colonies existantes et l'interruption de toute autre construction ainsi que des mesures incitatives pour les colons.

Des sommes colossales sont gâchées. [...] Le blocus imposé par les autorités israéliennes sur Gaza fait obstacle de manière très sérieuse à l'aide des pays donateurs – ce que ces derniers ne devraient pas tolérer.

La France doit jouer un rôle majeur au sein de l'UE pour mettre fin au blocus dévastateur sur Gaza et faire tout son possible pour garantir la liberté d'accès et de mouvement à travers tout le Territoire palestinien occupé.

Les promesses de la Conférence de Paris²⁰ :

Dans la continuité de la Conférence d'Annapolis, qui avait eu lieu le 27 novembre 2007 avec l'objectif de relance du processus de paix au Proche-Orient, les donateurs internationaux, et la France en particulier, se sont engagés en faveur de la création d'un Etat palestinien lors de la Conférence de Paris, le 17 décembre 2007.

Organisée à Paris, la Conférence des donateurs internationaux pour la création d'un Etat palestinien visait à promouvoir l'établissement « avant la fin de l'année 2008, d'un Etat palestinien indépendant, démocratique et viable, vivant en paix et en sécurité aux côtés d'Israël » selon les mots du président Sarkozy. Afin de soutenir l'Autorité palestinienne (AP) et de l'encourager dans la mise en œuvre du plan de réforme et de développement palestinien (PRDP), les donateurs avaient alors formulé des promesses de dons à hauteur de 7,7 milliards de dollars entre 2008 et 2010 (avec 300 millions de dollars de la part de la France), dont 3,4 milliards de dollars pour la seule année 2008. En octobre 2008, alors que 1,62 milliard de dollars avait déjà été transféré à l'AP, 1,78 milliard manquait toujours pour honorer les promesses de l'année 2008.

²⁰ Consulter la note d'étape : Un an après la Conférence de Paris, les civils continuent de payer. Oxfam France – Agir ici. Disponible et téléchargeable en ligne sur : http://www.oxfamfrance.org/pdf/note_ofai_opti.pdf

²¹ Témoignage recueilli par Mohammed Ali Abu Najela. Camp de Jabalia, Gaza, 19 décembre 2008. Pour plus de témoignages, consulter le blog de Gaza, accessible via <http://www.oxfamfrance.org>

Témoignage...

Huda a 47 ans. Elle a trois fils et une fille. Elle vit avec son mari, ses fils et leurs femmes à Jabbalia, dans le nord de la Bande de Gaza. Son mari est employé au centre de santé de Jabbalia, le plus âgé de ses fils est ingénieur, le second est officier de police, et le troisième est au chômage. Huda souhaite un cessez-le-feu durable et équitable.

« **Il y a six mois**, presque plus d'approvisionnements ne passaient à travers les points de passage, ni nourriture, ni médicaments, ni gaz, ni eau. De quelle trêve parlez-vous ? Je soutiens la trêve, mais une trêve qui soit garante de nos droits essentiels en tant que Palestiniens, pas une trêve qui ne bénéficie qu'aux Israéliens... Cela n'a servi qu'un côté, Israël » déclare t'elle.

« **Je ne pense pas que la trêve** sera renouvelée, et d'après moi, Israël ne s'engagera pas en faveur des conditions de la trêve. Dons je suis contre la trêve. Mais si Israël était engagé pour la trêve, alors je la soutiendrais... Jusqu'à quand resterons-nous sans nourriture ni tant d'autres biens de première nécessité ? Jusqu'à quand nous laissera t'on dans des conditions si humiliantes pendant qu'Israël reçoit le soutien du reste du monde ? Israël et l'Occident nous font face à l'avant, et les Arabes à l'arrière... Donc, non, je ne crois pas que la trêve changera quoi que ce soit²¹ ».

ANNEXE II : Méthodologie de la recherche médias

La recherche qui a permis d'élaborer la section médias de ce baromètre a été menée à l'aide de la base de données Factiva²².

Cette recherche s'étend sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008, excepté pour les effets « crise – pays », lesquels sont plus restreints ou plus étendus dans le temps (par exemple, la couverture médiatique de la crise de Gaza s'étend du 27 au 31 décembre 2008 alors que la couverture du scandale de l'Arche de Zoé a été analysée sur la période du 1^{er} octobre au 31 décembre 2007 puis sur 2008). La recherche ne traite que de la couverture médiatique d'une partie de la presse écrite française.

Nous avons retenu pour la recherche les médias suivants :

Quotidiens

- ◆ Le Monde
- ◆ Le Figaro
- ◆ Le Parisien
- ◆ Libération
- ◆ Ouest France

Agences de presse (en français)

- ◆ AFP
- ◆ Reuters

Le but de la recherche était de comparer le volume de traitement des différents conflits retenus dans le baromètre par la presse écrite, en articles/dépêches comme en titres, tout au long de l'année 2008. Il s'agissait d'élaborer une comparaison du traitement médiatique français (hors traitement audiovisuel, radiophonique et Internet) des crises vécues dans différents pays.

Pour chaque média sélectionné, les dix pays retenus ont donc été scannés à travers Factiva (via une recherche nominative). Dans certains cas, la nature de la crise appelant à l'étude approfondie d'une localisation ou d'une période de temps, des recherches plus extensives ont été conduites. A savoir :

Localisations :

- ◆ Darfour (« Darfour ») ;
- ◆ Est de la République démocratique du Congo (« Est de République démocratique du Congo ») / Kivu (« Kivu ») ;
- ◆ Cisjordanie (« Cisjordanie ») ;
- ◆ Gaza (« Gaza »).

Crises particulières / moments clés :

- ◆ Arche de Zoé (« Arche de Zoé ») pour le Tchad – la recherche ne concernait que l'année 2008. Mais puisque le scandale a eu lieu au mois d'octobre 2007, il nous a semblé pertinent d'isoler une seconde recherche entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 2007 ;
- ◆ Captivité / libération d'Ingrid Betancourt (« Betancourt ») pour la Colombie ;
- ◆ Situation en République démocratique du Congo avant et après le 8 octobre 2008 (date de la prise du camp de Rumangabo – la recherche concernait « République démocratique du Congo » jusqu'au 8 octobre 2008) ;
- ◆ Crise à Gaza liée à l'offensive israélienne lancée le 27 décembre 2008 (et couverte dans cette étude jusqu'au 31 décembre 2008 – la recherche concernait « Gaza » du 27 au 31 décembre 2008) ;
- ◆ Opération de lutte anti-piraterie lancée par l'UE au large des côtes somaliennes (« Somalie et piraterie »), par opposition au traitement de la situation de conflit (« Somalie et conflit ») et de la guerre et de la crise humanitaire qui perdure (« Somalie et crise humanitaire » ; « Somalie et humanitaire » ; « Somalie et guerre » ; « Somalie et droits de l'homme »).

Limites de la recherche :

Cette recherche n'échappe pas aux contraintes inhérentes à toute recherche sur une base de données : à savoir une entrée par mots-clés. Bien que Factiva rende possible le tri des résultats par thèmes (celui nous intéressant en particulier ici étant « Politique/Relations internationales »), il n'est pas impossible que des articles et titres contenant les mots clés sélectionnés mais ne traitant qu'indirectement du conflit ou de la situation de crise aient été retenus.

²² Factiva est une base de données en ligne qui permet d'effectuer des recherches thématiques ou par mots clés parmi une sélection de publications de presse internationales sur une période sélectionnée

ANNEXE III : LEXIQUE

◆ **Accès amélioré à l'eau** : L'OMS considère l'accès à l'eau comme amélioré en cas d'accès à l'eau courante dans un bâtiment, sur un terrain ou dans une cour ; à un robinet et/ou une fontaine publics, à un puits tubé et/ou un forage ; à un puits creusé protégé ; à une source protégée ; à la collecte d'eau de pluie.

◆ **Accès amélioré aux installations sanitaires** : L'OMS considère une installation sanitaire comme améliorée lorsqu'elle comporte une chasse d'eau vers un système d'égout avec canalisations, vers une fosse septique, vers une latrine à fosse ; une latrine améliorée à fosse ventilée (VIP) ; une latrine avec couvercle ; ou une toilette à compostage.

◆ **Aide au développement (APD)** : Elle correspond à l'ensemble des aides financières, prévues au budget de l'Etat, et transférées vers les pays en voie de développement.

L'OCDE la définit comme « tous les apports de ressource qui sont fournis aux pays de la partie I de la liste du CAD [Comité d'Aide au Développement] ou aux institutions multilatérales pour être ensuite acheminés vers des pays de la partie I et qui répondent aux critères suivants :

◆ Emaner d'organismes publics, y compris des Etats et des collectivités locales, ou d'organismes agissant pour le compte d'organismes publics

◆ Sachant que chaque transaction doit en outre

- Avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement

- Etre assortie de conditions favorables et comporter un élément de libéralité au moins égal à 25% (sur la base d'un taux d'actualisation de 10%). »

◆ **Aide humanitaire** : D'après l'OCHA, l'aide humanitaire correspond à l'aide qui a pour but de sauver des vies et alléger les souffrances d'une population affectée par une crise. L'assistance humanitaire doit être délivrée en conformité avec les principes humanitaires d'humanité, d'impartialité et de neutralité comme énoncé dans la Résolution de l'Assemblée générale des Nations unies 46/182 et dans le respect total de la souveraineté des Etats. L'assistance peut être divisée en trois catégories: l'assistance directe, l'assistance indirecte et le soutien aux infrastructures.

◆ **Déplacés internes** : Bien qu'il n'existe aucune définition officielle, on peut se référer aux « Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays », élaborés par le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, chargé de la question des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Ils définissent les déplacés internes comme « ...des personnes ou groupes de personnes qui ont été forcés ou contraints à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un

conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un Etat ».

◆ **OCHA** : L'OCHA est le département du Secrétariat des Nations unies qui mobilise et coordonne la distribution de l'aide humanitaire dans les pays en situation de crise. Il fournit un soutien aux organismes humanitaires nationaux et internationaux dans leurs activités d'assistance. Il participe à l'élaboration de programmes de réponse, autant qu'au plaidoyer et à l'information. Il n'est que faiblement financé par le budget régulier des Nations unies. Les Etats membres lui versent directement des contributions.

L'OCHA sollicite le soutien financier des donateurs à travers deux canaux principaux :

◆ Le processus d'appel consolidé (CAP), qui lance chaque année des appels à dons d'urgence au nom de pays affectés par des désastres ou conflits et qui constitue l'outil de réponse principal des Nations unies durant les urgences complexes ; des appels « flash » d'une durée de 3 à 6 mois peuvent également être lancés au tout début d'une situation de crise ; chaque CAP est donc sujet à ajustement selon l'évolution des besoins et de la situation humanitaire sur le terrain ;

◆ Le fond central de réponse aux urgences (CERF), financé par des contributions volontaires de toutes natures (individuelles comme étatiques) et qui a vocation à coordonner et accélérer l'assistance des différentes agences aux pays en situation d'urgence.

◆ **OCHA FTS** : Le FTS est une base de données en ligne, gérée par le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA). Il permet d'avoir accès aux besoins et aux contributions humanitaires en temps réel, par donateur et/ou pays destinataire pour l'année en cours et les années précédentes. Son atout majeur est d'assurer le suivi et la traçabilité de l'aide parmi les acteurs humanitaires en indiquant clairement dans quelle mesure une population reçoit de l'assistance humanitaire et dans quelles proportions par rapport aux besoins.

◆ **Réfugié** : Selon l'Article premier de la Convention de Genève, relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951 et le Protocole relatif au statut des réfugiés du 31 janvier 1967 du HCNUR,

le terme « réfugié » s'appliquera à toute personne « qui, craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner. »

ANNEXE IV : BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE OXFAM INTERNATIONAL

Rapports et notes d'Oxfam International et organisations partenaires à télécharger sur : <http://www.oxfamfrance.org>

◆ **Sur les transferts d'armes :**

- Dossier de presse de la campagne « 2008 : le contrôle des armes à portée de main »
http://www.oxfamfrance.org/php/presse_dp_voir.php?IdCampagne=75

- Les OMD flingués. Comment les transferts d'armes irresponsables sapent les objectifs du Millénaire pour le développement. Octobre 2008.
http://www.oxfamfrance.org/pdf/OMDfligues_oct08.pdf

◆ **Sur la responsabilité de protéger :**

- Note de position d'Oxfam International sur la Responsabilité de Protéger
<http://www.oxfamfrance.org/pdf/Oxfam-Note-politique-Responsabilite-Proteger.pdf>

- Pour des lendemains plus sûrs. Protéger les civils dans un monde multipolaire. Octobre 2008
http://www.oxfam.org/files/fast_report_fr.pdf

◆ **Sur les crises par pays :**

Tchad

- Mission non-accomplie. Les populations civiles demeurent en danger à l'est du Tchad. Septembre 2008

RDC

- Sans lieu sûr : la crise de protection persistante à l'est de la RDC
Oxfam International, septembre 2008, 6p. (pdf)
http://www.oxfamfrance.org/rdc/sans_lieu_sur_crise_protection_persistante_RDC.pdf

- Hors camp, hors-champ ? Mieux répondre au problème du déplacement forcé en République démocratique du Congo à travers l'aide aux familles d'accueil. Oxfam International Research Report. Septembre 2008. 44p (pdf)
http://www.oxfam.org.uk/resources/policy/conflict_dissasters/downloads/research_report_drc_french.pdf

- Briefing d'Oxfam International sur le besoin de réintégration sur base communautaire suite à la conférence pour la paix de Goma. 29 avril 2008, 4p.
<http://www.oxfamfrance.org/rdc/oxfambriefingnoteonDDR.doc>

◆ **Territoire palestinien occupé/Israël**

- Bande de Gaza : une implosion humanitaire. Mars 2008
- Résumé en français
http://www.oxfamfrance.org/pdf/rapport_ong-uk_opt_060308_fr_resume.pdf

- Rapport complet en anglais
http://www.oxfamfrance.org/pdf/rapport_ong-uk_opt_060308_en.pdf

- Le Quartette pour le Proche-Orient : un rapport d'étape. Septembre 2008
http://www.oxfamfrance.org/pdf/opt_quartette_sept08.pdf

- Un an après la Conférence de Paris, les civils continuent de payer. Décembre 2008
http://www.oxfamfrance.org/pdf/note_ofai_opti.pdf

ANNEXE V : TABLEAUX STATISTIQUES

	Afghanistan	Colombie	Géorgie	Irak	RDC	Soudan	Somalie	Sri Lanka	Tchad	TPO
Population (OMS)	29800000	4480000	4600000	26000000	80600000	38000000	8778000	19700000	10100000	3600000
Réfugiés et déplacés (UNHCR et OCHA 2008)										
Nombre total de réfugiés ISSUS DU pays	1909911	70120	6810	2279247	370374	484532	455357	134948	56722	4379060
Dont	-	-	-	-	-	47500	-	-	-	-
Nombre total de déplacés (décembre 2007)	120899	-	247000	-	1317900	4715000	1000000	577000	179900	-
Nombre total de déplacés à la fin de l'année 2008	200000	270000	300000	2778305	1373168	5000000	1300000	500000	185335	115000
Dont	-	-	-	-	1195474	4570000	-	-	-	-
Nouvellement déplacés en 2008	80000	83900	128000	300000	250000	70000	550000	100000	5435	-
Dont	-	-	-	-	250000	215000	-	-	-	-

Mortalité										
Mortalité (OMS, World Health Statistics 2009 pour chiffres 2006 et UNICEF 2009 pour chiffres 2007)	Afghanistan	Colombie	Georgie	Irak	RDC	Soudan	Somalie	Sri Lanka	Tchad	TPO
Espérance de vie à la naissance (2006)	44,21	72,54	70	57,5	43	56,5	46	71,6	45,5	73,16
Espérance de vie à la naissance (2007)	44	73	71	59	46	59	48	72	51	73
Avant 1 an	165	17	27	36	119	69	88	17	124	24
Mortalité infantile (avant un an, 2007, pour 1000)	165	17	27	36	119	69	88	17	124	24
Avant 5 ans	257	20	30	44	205	109	142	21	209	27
Mortalité avant 5 ans (2007, pour 1000)	257	20	30	44	205	109	142	21	209	27
Accouchements avec personnel qualifié (2006 en %)	9	95	92	69	61	49	25	98	16	99
Taux de médecins (2006, pour 10000)	2	13,5	47	6,6	1,1	3	0	5,5	0,3	0
Mortalité adulte (15-60 ans, 2006)	500/443	176/87	0	607/187	454/382	320/261	0	234/95	466/426	0
Mortalité en couche (pour 100 000 naissances)	1600	130	66	250	990	590	1100	0	1100	100
Taux brut de mortalité (pour 1000, 2006)	19,56	5,54	9,51	5,14	11,68	13,64	15,89	0	16,39	0
Taux brut de mortalité (pour 1000, 2007)	20	6	12	9	18	10	17	7	15	4
Nombre total de morts indirectes (à cause du conflit)	n.a	n.a	n.a	98133	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a
Nombre de morts indirectes (dûes au conflit) 2008	1800	n.a	n.a	8706	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a
HIV rates (2006 %)	0,1	0,6	0,2	n.a	3,2	1,6	0,9	0,1	3,5	n.a

Vulnérabilité										
Vulnérabilité (UNICEF pour chiffres 2007 et OMS pour chiffres 2006)	Afghanistan	Colombie	Géorgie	Irak	RDC	Soudan	Somalie	Sri Lanka	Tchad	TPO
Part de la population sous-alimentée (1)	-	0,1	0,13	n.a	0,76	0,21	0,71	0,21	0,39	n.a
Part des enfants en sous-poids à la naissance	-	0,09	0,07	0,15	0,12	0,31	0,11	0,22	0,22	0,7
Part des moins de 5 ans en sous-poids (2)	0,39	0,07	0,03	0,08	0,31	0,41	0,36	0,29	0,37	0,3
Moins de 5 ans en état d'émaciation en % (modéré et sévère - 2007)	7	1	2	8	13	16	11	14	14	1
Moins de 5 ans en retard de croissance en % (2007)	54	12	12	21	38	43	38	14	41	10
Population sous la consommation minimum énergétique en % (2006)	32,9	2,8	9	9	74	22	33	22,8	-	-
Accès durable à source améliorée d'eau	23	66	82	72	20	41	29	83,5	42	64
Accès durable à un meilleur assainissement	12	71,5	94	74,5	31	38	37	87,5	9	69
Part de la population n'ayant pas d'accès durable à une source améliorée d'eau	77	12	18	28	80	59	71	16,5	58	16
Part de la population n'ayant pas d'accès durable à un système d'assainissement amélioré	88	28,5	6	25,5	69	62	63	12,5	91	11
Population en état d'insécurité alimentaire (estimation Octan 2008 - en millions)	13410000	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Aide										
Aide (développement OCDE - humanitaire (OCHA FTS) USD)	Afghanistan	Colombie	Géorgie	Irak	RDC	Soudan	Somalie	Sri Lanka	Total	TPO
Aide au développement (Contributions versées - 2006)	2 999 410 000	987 440 000	359 980 000	8 659 500 000	2 048 850 000	2 051 820 000	392 340 000	791 680 000	283 660 000	1 450 100 000
Aide au développement par tête (Contributions versées - 2006)	101	221	78	333	34	54	45	40	28	403
Aide au développement (Contributions versées - 2007)	3 951 080 000	730 830 000	582 210 000	9 088 340 000	1 199 820 000	2 104 190 000	384 150 000	588 790 000	321 590 000	1 868 200 000
Aide au développement par tête (Contributions versées - 2007)	133	164	83	359	29	55	44	39	35	519
Aide au développement par déplacé (Contributions versées en 2007)	19 755	2 707	1 274	3 271	874	421	299	1 178	1 897	16 245
Aide humanitaire (Contributions versées - décembre 2007)	174 879 518	49 321 609	6 638 646	354 336 944	509 316 968	1 511 633 389	364 548 851	132 433 320	315 290 617	358 797 932
Aide humanitaire (Besoins initiaux - décembre 2008)	529 335 847	32 005 558	59 653 319	265 981 286	575 054 173	1 864 188 415	400 235 651	171 015 288	287 661 130	462 121 404
Besoins initiaux	n.a.	n.a.	115 718 884	274 253 721	736 511 765	2 004 531 299	682 037 033	n.a.	310 350 229	482 223 961
Contributions versées	524 180 830	31 632 731	107 623 765	279 441 046	608 279 627	1 676 341 162	582 420 863	161 221 690	287 253 079	462 545 437
Dont	0	0	0	0	0	838 170 581	0	0	0	289 527 262
Dont	0	0	0	0	0	0	0	0	0	193 018 175
Aide humanitaire par tête (Contributions versées en 2008)	18	7	23	11	10	44	66	8	28	134
Aide humanitaire par déplacé (Contributions versées en 2008)	2 421	117	359	101	443	335	448	322	1 550	4 196
PAM - Appels Projections des besoins 2008 (USD)	135 500 000	25 600 000	5 800 000	46 000 000	103 500 000	750 400 000	130 300 000	67 100 000	0	58 700 000
PAM - Appels Projections des besoins 2008 (MT)	180	30	10	58	89	657	140	114	0	84

Exportations d'armes										
Exportations d'armes en % (UE: 10e rapport COARM 2009 France: Rapport au Parlement sur les Exportations)	Afghanistan	Colombie	Géorgie	Irak	RDC	Soudan	Somalie	Sri Lanka	Tchad	TPO
Exportations d'armes de l'UE	52742193	17247663	62433659	37697565	n.a	-	590	1159379	32080	-
Sont exportations d'armes de la France	-	2000000	-	-	-	-	-	-	5400000	-
Exportations d'armes de l'UE vers des voisins	Afghanistan	Colombie	Géorgie	Irak	RDC	Soudan	Somalie	Sri Lanka	Tchad	TPO
Libye	-	-	-	-	-	17 623 958	-	-	17 623 958	-
RCA	-	-	-	-	5 432 080	5 432 080	-	-	5 432 080	-
Cameroun	-	-	-	-	-	-	-	-	475 743	-
Niger	-	-	-	-	-	-	-	-	618 879	-
Ethiopie	-	-	-	-	-	896 772	896 772	-	-	-
Republique centrafricaine	-	-	-	-	933 157	933 157	-	-	-	-
Angola	-	-	-	-	9 274 180	-	-	-	-	-
RDC	-	-	-	-	-	79 000	-	-	-	-
Egypte	-	-	-	-	-	67 499 437	-	-	-	67 499 437
Kenya	-	-	-	-	-	6 967 946	-	-	-	-
Tchad	-	-	-	-	-	5 432 080	-	-	-	-
Zambie	-	-	-	-	17 123,00	-	-	-	-	-
Oganda	-	-	-	-	-	-	281 070	-	-	-
Turquie	-	-	340 392 766	340 392 766	-	-	-	-	-	-
Pakistan	274227134	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turkmenistan	1900	-	1 900	-	-	-	-	-	-	-
Arménie	-	-	11 878	-	-	-	-	-	-	-
Azerbaïdjan	-	-	902 772	-	-	-	-	-	-	-
Brazil	-	118 332 739	-	-	-	-	-	-	-	-
Equateur	-	8 534 494	-	-	-	-	-	-	-	-
Venezuela	-	18 032 630	-	-	-	-	-	-	-	-
Pérou	-	11 096 701	-	-	-	-	-	-	-	-
Panama	-	399 315	-	-	-	-	-	-	-	-
Arabie Saoudite	-	-	-	1 102 758 770	-	-	-	-	-	-
Jordanie	-	-	-	2 959 502	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22 237 345
Koweït	-	-	-	25 021 899	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	18 362 208	-	-	-	-	-	-	-

Exportations d'armes de la France vers des voisins	Afghanistan	Colombie	Géorgie	Irak	RDC	Soudan	Somalie	Sri Lanka	Tchad	TPO
Livraisons vers la Libye	-	-	-	-	-	15 500 000	-	-	15 500 000	-
Livraisons vers le Cameroun	-	-	-	-	-	-	-	-	900 000	-
Livraisons vers l'Ethiopie	-	-	-	-	-	2 000 000	2 000 000	-	-	-
Livraisons vers le Tchad	-	-	-	-	-	5 400 000	-	-	-	-
Livraisons vers l'Egypte	-	-	-	-	-	45 800 000	-	-	-	45 800 000
Livraisons vers l'Angola	-	-	-	-	2 300 000	-	-	-	-	-
Livraisons vers Israël	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8 000 000
Livraisons vers l'Oganda	-	-	-	-	-	-	300 000	-	-	-
Livraisons vers le Kenya	-	-	-	-	-	6 600 000	-	-	-	-
Livraisons vers le Pakistan	117 600 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Livraisons vers le Koweït	-	-	-	17 600 000	-	-	-	-	-	-
Livraisons vers l'Arabie Saoudite	-	-	-	274 000 000	-	-	-	-	-	-
Livraisons vers la Turquie	-	-	75 800 000	75 800 000	-	-	-	-	-	-
Livraisons vers le Brésil	-	28 750 000	-	-	-	-	-	-	-	-
Livraisons vers le Pérou	-	8 900 000	-	-	-	-	-	-	-	-
Livraisons vers l'Equateur	-	8 200 000	-	-	-	-	-	-	-	-
Livraisons vers le Venezuela	-	17 700 000	-	-	-	-	-	-	-	-
Livraisons vers la Russie	-	-	8 400 000	-	-	-	-	-	-	-

Exportations d'armes de l'UE vers les pays étudiés et leurs voisins	326971227	173642542	422125203	1508830522	6365237	104783432
Exportations d'armes de l'UE vers les pays étudiés et voisins (hors exportations françaises)	209871227	127122542	338125203	1141830522	4065237	29883432
Exportations d'armes de la France vers les pays étudiés	-	2020000	-	-	-	-
Exportations d'armes de la France vers des voisins de ces pays	117 100 000	44500000	84000000	367000000	2300000	74800000
Exportations d'armes de la France vers les pays et leurs voisins	117 100 000	46520000	84000000	367000000	2300000	74800000

Opérations de maintien de la paix et troupes étrangères sur place										
Personnels de Maintien de la paix sur place (UNDPKO - US 606)	Afghanistan	Colombie	Géorgie	Irak	PDC	Soudan	Somalie	Sri Lanka	Tchad	TPO
Nombre de personnels internationaux en mission de maintien de la paix (dont civils)	64 000	-	419	140 000	18 506	22 411	3 400	-	3 400	171
Personnels internationaux en mission de maintien de la paix hors français (dont civils)	61 209	-	360	139 970	18 501	22 386	3 400	-	1 630	151
Personnels français de maintien de la paix (dont civils)	2 731	-	39	30	45	25	-	-	1 770	20
Nombre de personnels de MP (hors français) pour 100 000 habitants	306	-	8	538	31	99	39	-	16	-
Nombre de personnels de MP (hors français) pour 10 000 déplacés	3 063	-	13	504	135	45	26	-	88	-
Nombre de personnels français pour 100 000 habitants	9	-	1	0	0	0	-	-	16	1
Nombre de personnels français pour 10 000 déplacés	137	-	1	0	0	0	-	-	155	2

Diplomatie française et internationale	Afghanistan	Colombie	Géorgie	Irak	RDC	Soudan	Somalie	Sri Lanka	Tchad	TPO
Déplacements présidentiels en 2008	1	-	1	-	-	-	-	-	1	2
Déplacements ministériels en 2008	1	-	0	-	2	-	-	-	2	4
Déplacements de R. Yade en 2008	1	-	0	-	2	-	1	-	-	1
Déclarations du Président Sarkozy en 2008 (allocution, communiqués, conférences de presse)	5	3	4	18	2	8	1	-	2	10
Déclarations B. Kouchner en 2008 (discours, point presse, conférences presse)	4	3	9	1	3	1	1	1	3	13
Déclarations PESC sous PFUE en 2008	10	1	13	2	2	13	10	1	-	11
Résolutions CSNU en 2008	3	-	2	2	6	3	10	-	1	1
Résolutions CSNU depuis 2000	25	-	17	28	40	22	27	-	2	8

Articles	Afghanistan	Colombie	Géorgie	Irak	RDC	Est RDC	Kivu	Soudan	Darfour	Somalie	Sri Lanka	Tchad	TPO	Cisjordanie	Gaza
Le Monde	661	289	481	842	91	23	39	123	155	99	36	154	33	146	219
Le Figaro	937	325	669	1046	83	23	25	155	167	171	51	193	66	136	343
Le Parisien	347	225	199	241	74	7	11	43	58	53	31	167	18	34	80
Libération	495	192	258	658	62	24	41	108	134	90	33	142	34	121	233
Ouest France	526	222	272	432	66	9	22	147	91	127	57	167	20	82	236
Dépêches	Afghanistan	Colombie	Géorgie	Irak	RDC	Est RDC	Kivu	Soudan	Darfour	Somalie	Sri Lanka	Tchad	TPO	Cisjordanie	Gaza
AFP	7226	6214	6219	6486	2221	991	1463	2404	1826	3127	2649	1499	2167	718	3987
Reuters	2506	717	1626	1867	631	170	233	698	527	1445	104	435	521	143	743

Effets « crise-pays » dans les journaux								
Le Monde	Colombie	Est RDC	Kivu	Gaza	Irak	RDC	Somalie	Tchad
Arche de Zoé dans Le Monde 2007								88
Arche de Zoé dans Le Monde 2008	-	-	-	-	-	-	-	20
Arche de Zoé dans Le Monde 2007-2008	-	-	-	-	-	-	-	108
Effet Betancourt dans Le Monde	151	-	-	-	-	-	-	-
Articles sur la RDC dans le Monde avant le 8 octobre 2008 (prise du camp militaire de Rumanqabo)	-	6	5	-	-	42	-	-
Gaza entre le 27/12 et le 31/12 dans Le Monde	-	-	-	21	-	-	-	-
"Somalie et piraterie" dans Le Monde	-	-	-	-	-	-	33	-
"Somalie et crise humanitaire" dans Le Monde	-	-	-	-	-	-	-	-
"Somalie et humanitaire" dans Le monde	-	-	-	-	-	-	16	-
"Somalie et conflit" dans Le Monde	-	-	-	-	-	-	8	-
Le Figaro								
Arche de Zoé dans Le Figaro 2007								159
Arche de Zoé dans Le Figaro 2008	-	-	-	-	-	-	-	61
Arche de Zoé dans Le Figaro 2007-2008	-	-	-	-	-	-	-	220
Effet Betancourt dans Le Figaro	278	-	-	-	-	-	-	-
Articles sur la RDC dans le Figaro avant le 8 octobre 2008 (prise du camp militaire de Rumanqabo)	-	2	4	-	-	32	-	-
Gaza du 27/12 au 31/12 dans le Figaro	-	-	-	60	-	-	-	-
"Somalie et piraterie" dans Le Figaro	-	-	-	-	-	-	54	-
"Somalie et crise humanitaire" dans Le Figaro	-	-	-	-	-	-	2	-
"Somalie et humanitaire" dans Le Figaro	-	-	-	-	-	-	20	-
"Somalie et Conflit" dans Le Figaro	-	-	-	-	-	-	9	-

Le Parisien								
Arche de Zoé dans Le Parisien 2007	-	-	-	-	-	-	-	120
Arche de Zoé dans le Parisien 2008	-	-	-	-	-	-	-	54
Arche de Zoé dans Le Parisien 2007-2008	-	-	-	-	-	-	-	174
Effet Betancourt dans le Parisien	227	-	-	-	-	-	-	-
RDC avant le 8 octobre dans Le Parisien (prise du camp militaire de Rumangabo)	-	-	-	-	-	51	-	-
Gaza entre le 27/12 et le 31/12 dans le Parisien	-	-	-	22	-	-	-	-
"Somalie et piraterie" dans Le Parisien	-	-	-	-	-	-	19	-
"Somalie et crise humanitaire" dans Le Parisien	-	-	-	-	-	-	-	-
"Somalie et humanitaire" dans Le Parisien	-	-	-	-	-	-	3	-
"Somalie et conflit" dans Le Parisien	-	-	-	-	-	-	-	-
Libération								
Arche de Zoé dans Libération 2007	-	-	-	-	-	-	-	86
Arche de Zoé dans Libération 2008	-	-	-	-	-	-	-	44
Arche de Zoé dans Libération 2007-2008	-	-	-	-	-	-	-	130
Effet betancourt dans Libération	227	-	-	-	-	-	-	-
RDC avant le 8 octobre dans Libération (prise du camp militaire de Rumangabo)	-	4	2	-	-	27	-	-
Gaza entre le 27/12 et le 31/12 dans Libération	-	-	-	31	-	-	-	-
"Somalie et Piraterie" dans Libération	-	-	-	-	-	-	17	-
"Somalie et crise humanitaire" dans Libération	-	-	-	-	-	-	1	-
"Somalie et humanitaire" dans Libération	-	-	-	-	-	-	8	-
"Somalie et conflit" dans Libération	-	-	-	-	-	-	10	-

Ouest France	Colombie	Est RDC	Kivu	Gaza	Irak	RDC	Somalie	Tchad
Arche de Zoé dans Ouest France 2008	-	-	-	-	-	-	-	55
Arche de Zoé dans Ouest France 01/10/2007-31/12/2007	-	-	-	-	-	-	-	88
Effet betancourt dans Ouest France	212	-	-	-	-	-	-	-
RDC avant le 8 octobre dans Ouest France (prise du camp militaire de Rumangabo)	-	6	4	-	-	52	-	-
Gaza entre le 27/12 et le 31/12 dans Ouest France	-	-	-	32	-	-	-	-
"Somalie et piraterie" dans Ouest France	-	-	-	-	-	-	39	-
"Somalie et crise humanitaire" dans Ouest France	-	-	-	-	-	-	-	-
"Somalie et humanitaire" dans Ouest France	-	-	-	-	-	-	10	-
"Somalie et conflit" dans Ouest France	-	-	-	-	-	-	3	-

AFP	Colombie	Est RDC	Kivu	Gaza	RDC	Somalie	Tchad
Arche de Zoé dans les dépêches AFP 2008	-	-	-	-	-	-	217
Arche de Zoé dans les dépêches AFP 01/10/2007-31/12/2007	-	-	-	-	-	-	803
Tchad dans les dépêches AFP 01/10/2007-31/12/2007	-	-	-	-	-	-	807
Effet betancourt dans les dépêches AFP	1 664	-	-	-	-	-	-
RDC avant le 8 octobre dans les dépêches AFP (prise du camp militaire de Rumanqabo)	-	199	255	-	878	-	-
Gaza entre le 27/12 et le 31/12 dans les dépêches AFP	-	-	-	728	-	-	-
"Somalie et Piraterie" dans les dépêches AFP	-	-	-	-	-	927	-
"Somalie et crise humanitaire" dans les dépêches AFP	-	-	-	-	-	37	-
"Somalie et humanitaire" dans les dépêches AFP	-	-	-	-	-	312	-
"Somalie et conflit" dans les dépêches AFP	-	-	-	-	-	363	-
Reuters	Colombie	Est RDC	Kivu	Gaza	RDC	Somalie	Tchad
Arche de Zoé dans les dépêches Reuters 2008	-	-	-	-	-	-	61
Arche de Zoé dans les dépêches Reuters 01/10/2007-31/12/2007	-	-	-	-	-	-	224
Tchad dans les dépêches Reuters 01/10/2007-31/12/2007	-	-	-	-	-	-	287
Effet betancourt dans les dépêches Reuters	417	-	-	-	-	-	-
RDC avant le 8 octobre dans les dépêches Reuters (prise du camp militaire de Rumanqabo)	-	64	73	-	155	-	-
Gaza entre le 27/12 et le 31/12 dans les dépêches Reuters	-	-	-	162	-	-	-
"Somalie et piraterie" dans les dépêches Reuters	-	-	-	-	-	172	-
"Somalie et crise humanitaire" dans les dépêches Reuters	-	-	-	-	-	14	-

Couverture des effets « crise-pays » dans la presse

Articles	Colombie	RDC	Est RDC	Kivu	Somalie	Tchad 2008	TPC	Cisjordanie	Gaza
Le Monde	289	91	23	39	99	154	53	146	219
Le Figaro	325	83	23	25	171	193	66	136	343
Le Parisien	225	74	7	11	53	167	18	34	80
Libération	192	62	24	41	90	142	34	121	233
Ouest France	222	68	9	22	127	167	20	82	236
Dépêches	Colombie	RDC	Est RDC	Kivu	Somalie	Tchad 2008	TPC	Cisjordanie	Gaza
AFP	6214	2221	961	1463	3127	1469	2167	718	1687
Reuters	717	631	170	233	1445	435	521	143	743

Articles	Arche de Zoé 2008	Arche de Zoé 01/10/2007-31/12/2007	Tchad 01/10/2007-31/12/2007	Effet Betancourt	Est RDC pré-8 octobre	Kivu pré-8 octobre	RDC pré-8 octobre
Le Monde	20	88	105	151	6	5	42
Le Figaro	61	159	152	278	2	4	32
Le Parisien	54	119	119	227	0	0	51
Libération	44	86	93	227	4	2	27
Ouest France	55	88	115	212	6	4	52
Dépêches	Arche de Zoé 2008	Arche de Zoé 01/10/2007-31/12/2007	Tchad 01/10/2007-31/12/2007	Effet Betancourt	Est RDC pré-8 octobre	Kivu pré-8 octobre	RDC pré-8 octobre
AFP	217	803	807	1664	199	255	878
Reuters	61	224	287	417	64	73	155

Articles	Gaza 27 - 31 décembre 2008	Somalie piraterie	Somalie crise humanitaire	Somalie humanitaire	Somalie conflit	Somalie guerre	Somalie droits de l'homme
Le Monde	21	33	0	16	8	35	9
Le Figaro	60	54	2	20	9	52	5
Le Parisien	22	19	0	3	0	10	1
Libération	31	17	1	8	10	33	7
Ouest France	32	39	0	10	3	24	1
Dépêches	Gaza 27 - 31 décembre 2008	Somalie piraterie	Somalie crise humanitaire	Somalie humanitaire	Somalie conflit	Somalie guerre	Somalie droits de l'homme
AFP	728	927	37	312	363	983	181
Reuters	162	172	14	64	68	119	34

Traitement des déplacements dans les médias

Articles pour 10 000 déplacés	Afghanistan	Colombie	Géorgie	Irak	RDC	Est RDC	Soudan	Darfour	Somalie	Sri Lanka	Tchad
Le Monde	33,05	10,7037007	16,03333333	3,03062479	0,66270066	0,19239231	0,246	0,33916849	0,75153846	0,72	8,30927779
Le Figaro	46,65	12,037007	20,3	3,76468542	0,60444126	0,19239231	0,31	0,3654267	1,31538462	1,02	10,4135754
Le Parisien	17,35	8,33333333	6,33333333	0,80743536	0,53889944	0,05855418	0,086	0,12691466	0,40768231	0,62	9,01071034
Libération	24,8	7,11111111	8,03333333	2,36835049	0,45151034	0,20075719	0,216	0,29321663	0,69230769	0,66	7,6618016
Ouest France	26,3	8,22222222	9,06666667	1,55490488	0,49520489	0,07526395	0,294	0,19912473	0,97692308	1,14	9,01071034
Articles pour 10 000 nouveaux déplacés	Afghanistan	Colombie	Géorgie	Irak	RDC	Est RDC	Soudan	Darfour	Somalie	Sri Lanka	Tchad
Le Monde	62,625	34,4457688	37,578125	28,0666667	3,64	0,92	17,5714286	7,20930233	1,8	3,6	280,348666
Le Figaro	117,125	38,7369912	47,578125	34,8666667	3,32	0,92	22,1428571	7,76744186	3,10909091	5,1	355,105796
Le Parisien	43,375	26,81764	14,84375	8,03333333	2,96	0,28	6,14285714	2,69767442	0,90363636	3,1	307,267709
Libération	62	22,8843862	20,9375	21,9333333	2,48	0,96	15,4285714	6,23255814	1,63636364	3,3	261,269549
Ouest France	65,75	26,4600715	21,25	14,4	2,72	0,36	21	4,23255814	2,30909091	5,7	307,267709
Dépêches pour 10 000 déplacés	Afghanistan	Colombie	Géorgie	Irak	RDC	Est RDC	Soudan	Darfour	Somalie	Sri Lanka	Tchad
AFP	361,3	230,148148	207,3	23,3451691	16,1742655	8,03963245	4,808	3,99562363	24,0538462	56,98	79,2618771
Reuters	106,75	20,6296296	61,86666667	8,14885335	0,05097697	-	0,968	0,07221607	10,0007692	2,66	25,6292659
Dépêches pour 10 000 nouveaux déplacés	Afghanistan	Colombie	Géorgie	Irak	RDC	Est RDC	Soudan	Darfour	Somalie	Sri Lanka	Tchad
AFP	903,25	740,643623	485,859375	216,2	2,72	67,48	343,428571	84,9302326	56,8545455	284,9	2702,85189
Reuters	271,875	740,643623	485,859375	216,2	0,28	-	69,1428571	1,53488372	23,7090909	284,9	673,965041

Oxfam France – Agir ici a vu le jour en 1988 et a choisi la voie de l'engagement citoyen pour lutter contre les injustices mondiales.

Début octobre 2006, avec plus de 70 campagnes d'opinion à son actif, **Oxfam France - Agir ici** est devenu l'affilié français d'Oxfam International. Aujourd'hui, être membre d'**Oxfam France - Agir ici**, c'est s'engager dans un vaste mouvement décidé à construire un monde plus juste, où les droits humains fondamentaux sont respectés.



Oxfam International est une confédération de 13 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice. www.oxfam.org.

Nos engagements :

- ◆ Informer et mobiliser les citoyens, en faisant toute la lumière sur les inégalités à travers le monde et en proposant les moyens de s'impliquer dans de grandes campagnes d'opinion.
- ◆ Faire pression sur les décideurs, tant économiques que politiques, pour infléchir leurs positions lorsqu'elles ne répondent pas à une exigence absolue : le respect des droits humains.
- ◆ Proposer des solutions concrètes, telles que la signature de traités internationaux ou l'adoption de règles commerciales équitables

Mars 2009
© **Oxfam France – Agir ici**
www.oxfamfrance.org





David Levine / Oxfam

27 janvier 2008 | Somalie

De Gaza à Goma en passant par Nyala, Mogadiscio ou encore Kaboul, les urgences humaines et politiques demeurent. Les vies brisées des millions de civils, victimes des conséquences directes et indirectes de ces conflits, appellent plus que jamais à une remise en question régulière des réponses de protection apportées pour conjuguier efficacité, équité et justice.

Si en 2008, l'attention des dirigeants politiques et des médias internationaux s'est dans un premier temps concentrée sur la crise des prix agricoles, avant d'être accaparée par la crise financière, de nombreux conflits ont continué tout au long de l'année de briser des millions de vies à travers le monde, de Gaza à Goma, en passant par Nyala, Mogadiscio ou encore Kaboul.

Ces différents conflits ont malheureusement tous un point commun, leurs victimes. Principalement des civils, des millions d'entre eux sont encore régulièrement tués, déplacés, blessés, violés, privés d'accès à l'eau ou à l'alimentation. Pourtant, ces conflits diffèrent souvent dans le traitement dont ils bénéficient de la part de la communauté internationale, qu'il s'agisse d'aide au développement ou humanitaire, de déploiement d'opérations de maintien de la paix, d'action diplomatique ou de couverture médiatique.

C'est dans ce contexte qu'Oxfam France - Agir ici publie son « Baromètre annuel de protection des civils », premier du genre, qui en se basant sur les principales caractéristiques de 10 conflits¹ qui se sont poursuivis en 2008, vise à évaluer leur impact sur les civils. Il s'agit également d'analyser la diversité de réponses – ou l'absence de réponses - de la communauté internationale, et de la France en particulier, à travers l'envoi d'aide, d'armes ou d'opérations de maintien de la paix, ou encore de l'intérêt politique manifesté.

¹ Afghanistan, Colombie, Irak, Géorgie, République Démocratique du Congo, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Tchad et Territoire Palestinien Occupé